ISSN · 0151-5772

« Loi intégrale » ou le piège du tout ▶ Page 5.

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026 - N° 1329 – 56e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE — DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

PISA pour tous

Le classement PISA (Programme international de suivi des acquis des élèves) a provoqué, avec raison, un véritable traumatisme des esprits, devant la lente dégringolade des résultats scolaires en France, et notre journal analyse ce phénomène dramatique (voir page 17).

Si l'on s'inquiète logiquement des effets ravageurs de la baisse de qualité des enseignements en France, un point, peut-être plus inquiétant encore, a été beaucoup moins souligné. La France est certes le mauvais élève (c'est le cas de le dire) de l'OCDE en matière d'éducation, mais elle n'en suit pas moins la tendance générale des pays de ce groupe : nous sommes à 2 % en-dessous de la moyenne, mais les pays ayant les meilleures notes n'en sont qu'à 2 % au-dessus. Ce n'est donc pas la France seule qui s'abêtit : c'est le monde (au moins celui de l'OCDE) dans son ensemble !

Résultat qui n'est pas sans logique, si l'on y réfléchit. Tous ces pays, et en particulier ceux de l'UE, subissent les mêmes coups de boutoir d'une société de consommation où la publicité est chargée de standardiser le consommateur, de lui ôter toute référence culturelle, historique, nationale, afin de faciliter le commerce de produits eux aussi standardisés. L'exigence de Donald Trump d'en finir avec le français au Canada pour simplifier les échanges en est probablement l'expression la plus décomplexée. Le classement PISA, c'est la mesure de la réussite de la pub en matière de « zombification » du consommateur.

Il faut, bien sûr, tout faire pour remonter la pente en France. Mais ce n'est pas seulement la culture française qui est en cause : c'est l'idée de civilisation dans son ensemble. Et là, la correction risque d'être bien plus difficile.



SOURCE: VECTEEZY. PHOTO : SUWINAI SUKANANT.

Climat : agir… et vite

Le changement climatique nous montre que nous sommes en train de vivre la fin d'un temps où l'énergie était bon marché et où le gaspillage était encouragé.

MALGRÉ d'innombrables avertissements, nos dirigeants successifs n'ont pas voulu voir les effets du changement climatique et ont différé les décisions majeures pour faire de petites économies.

Double erreur ! Le déficit se creuse et les petites économies sont effacées par des coûts qui seront de plus en plus importants. Pour les inondations, les incendies de l'été et la sécheresse, le coût va approcher ou dépasser les dix milliards !

Et ce n'est qu'un début… Parce que les « problèmes » ont été niés ou éludés, il nous faut aujourd'hui tout adapter à la fois : les infrastructures, les bâtiments publics, les logements privés, le réseau hydrographique, la protection civile… Les solutions existent. Elles exigent un changement dans les priorités. **L'article de François Gerlotto en pages 12 et 13.**

La vie au prix fort

Dans la gouvernance oligarchique, chacun fait semblant d'agir sur le cours d'événements hors de portée.

ON ENTEND à nouveau un discours sur la menace de guerre avec la Russie, largement porté par les médias. Mais la mobilisation militaire, logistique et civique ne se fait pas et les Français regardent avec indifférence l'étalage de postures belliqueuses qui ne sont pas suivies d'effets.

Plongés dans les brumes du bellicisme d'atmosphère, les Français n'en sortent que pour tomber dans le brouillard sur les prix qui bondissent à nouveau. Là encore, on fait semblant de vouloir peser sur le conflit en Orient sans parvenir à définir une politique des prix. On se contente de bricoler des aides d'urgence qui vont creuser le déficit et la dette qu'on voulait réduire. **L'article de B. La Richardais en pages 2 et 3.**

Dans ce numéro :

Page 3 – **La menace des fonds rapaces.**

Page 4 – **Enquête sur l'ultra–gauche.**

Page 6 – **Le nouvel outil informatique du renseignement.**

Page 8 – **Les sorties de Xi.**

Page 17 – **Fin de la culture française ?**

Page 18 – **La Champagne au temps des comtes.**

Page 21 – **La diplomatie des deux plus petits États.**

Page 24 – **Vivre dans la fiction.**

© NAR.



▲ **La nouvelle poussée inflationniste grève le pouvoir d'achat des Français, jusqu'aux produits de consommation les plus courants.**

Chronique politique

La vie hors de prix

par B. La Richardais.

Qu'il s'agisse de géopolitique ou d'économie, Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu parlent comme s'ils pouvaient agir sur le cours des événements. Avec l'ensemble du gouvernement, ils tournent en rond au fond des impasses que nous avons depuis longtemps explorées.

Qui se souvient encore de l'intervention télévisée du président de la République, au soir du 24 septembre ? Peu commentée, elle s'est confondue avec le bruit de fond médiatique sur les guerres en cours et le prix du carburant. L'exercice présidentiel consistait à inquiéter et à rassurer les citoyens, dont il semblait percevoir l'exaspération.

Alarmer sans convaincre. – Inquiéter sur la Russie, comme il l'avait fait quelques jours plus tôt en recevant les chefs de partis à l'Élysée. Sur ce point, les déclarations présidentielles n'ont pas permis de préciser l'étendue de la menace présentée de manière plus ou moins alarmiste par les médias.

Nous avons souvent dit que les mises en garde solennelles et les fermes résolutions ne peuvent rendre crédible le discours sur la menace de guerre. Quelles que soient les hypothèses sur l'adversaire potentiel, il s'agit de renforcer l'Armée, d'organiser et de développer sa logistique et de renforcer la défense civile. Or nous sommes très loin d'avoir établi une force conventionnelle capable de tenir en respect n'importe quel adversaire. Nous en restons donc à des postures, accompagnées d'un bavardage médiatique où les déclarations belliqueuses sont équilibrées par les sages de plateau qui rappellent que *« les caisses sont vides »*. Trop d'alertes sans suites et trop de commentaires confus provoquent l'indifférence d'une population massivement confrontée à la baisse de son pouvoir d'achat.

L'oligarchie s'est maintenue au pouvoir en exploitant la peur de l'extrême droite mais elle est aujourd'hui en train de perdre le contrôle de la situation.

Le seul acquis du bellicisme d'atmosphère, c'est la disqualification des dirigeants qui critiquent un tant soit peu le propos officiel. Voter Le Pen, c'est voter Poutine, lit-on ici et là. On essaie contre la candidate populiste ce qui n'a pas marché aux États-Unis contre Donald Trump. Le procédé agite le marigot médiatique mais tombe dans l'indifférence plus haut évoquée car ce sont les conditions de vie qui provoquent l'angoisse, le désarroi et la colère.

Rassurer sans agir. – Après avoir tenté de semer l'inquiétude, Emmanuel Macron a donc entrepris de rassurer sur l'inflation, en dissertant sur le prix des carburants et les taxes afférentes. Quant aux mesures à prendre, on a retenu que *« en fonction de l'évolution, il ne faut rien exclure »* ! Ce qui nous laisse dans un brouillard d'autant plus complet que ce n'est pas l'Élysée qui décide des prix et des taxes. Il n'est pas plus rassurant d'entendre Emmanuel Macron affirmer qu'il va agir sur les approvisionnements au Moyen-Orient *« pour faire vraiment baisser les prix »*. Comme si c'était lui qui allait faire circuler les bateaux à Ormuz puis réparer les raffineries et les puits endommagés…

Ayant parlé pour ne rien dire, Emmanuel Macron a renvoyé le problème au gouvernement qui avait décidé quelques jours plus tôt le versement d'aides supplémentaires à certains automobilistes. Somme toute, Sébastien Lecornu continue de bricoler sous la menace de mouvements de rue, qu'il redoute autant que la discussion budgétaire. Double menace, qui résulte d'une double contrainte financière souvent évoquée dans nos colonnes :

– Pour contrebalancer les effets négatifs de l'euro et du libre-échange, tout gouvernement néolibéral s'efforce de soutenir les entreprises privées par des baisses d'impôts et des subventions toujours plus massives ;

– Pour aider les classes populaires très mal rémunérées et immédiatement exposées aux aléas conjoncturels, tout gouvernement néolibéral verse des compléments de salaire à une fraction notable de la population : chèques énergie, primes pour le carburant, allocation de rentrée scolaire…

Cette double contrainte creuse le déficit budgétaire et augmente le poids du remboursement des intérêts de la dette : entre 75 et 78 milliards cette année, alors que le budget de la Défense est de 57 milliards hors pensions.

La gouvernance oligarchique ne peut porter atteinte aux intérêts des groupes capitalistes avec lesquels elle vit en osmose et la question du contrôle des subventions aux entreprises n'est jamais évoquée. Mais il est dangereux de laisser les classes populaires à l'abandon, et la distribution de « chèques » sert à empêcher les révoltes.

Fuite en avant. – Ce double dispositif est parvenu à atténuer la violence des effets du néolibéralisme sans écarter la menace populaire. Les grands mouvements revendicatifs ont échoué après la victoire des syndicats en 2006, mais la colère s'est exprimée dans les urnes par le vote populiste. Là encore, l'oligarchie s'est maintenue au pouvoir en exploitant la peur de l'extrême droite mais elle est aujourd'hui en train de perdre le contrôle de la situation.

L'inflation de 2022-2023 a provoqué une hausse forte et durable des biens de première nécessité et nous sommes à nouveau au début d'une violente poussée inflationniste provoquée par la guerre en Orient et par la sécheresse. Pour les classes populaires et pour une large fraction des classes moyennes, la vie est déjà devenue hors de prix alors que le mouvement de hausse va se poursuivre. Soucieux de ne pas accroître l'endettement, le gouvernement Lecornu reprend les campagnes de la presse néolibérale contre les retraités, les chômeurs et les malades sans voir que ces agressions poussent de nouvelles catégories de citoyens vers le Rassemblement national. Pour épargner le haut patronat et différer jusqu'aux élections la colère populaire, on se résignera finalement à creuser un peu plus le déficit budgétaire.

Bien entendu, Marine Le Pen, candidate autoproclamée du pouvoir d'achat, sera tout à fait incapable de nous faire sortir du carcan néolibéral. Cela est une autre histoire, qui sera peut-être écrite après les élections présidentielle et législatives mais dont nous donnerons la trame. ■

Investissements

Fonds rapaces : la menace

En juin dernier, une commission d'enquête de l'Assemblée nationale a alerté sur la prédation économique et financière effectuée en France par les fonds spéculatifs, à juste titre surnommés « fonds rapaces ».

Selon le rapport parlementaire, chaque jour, une centaine d'entreprises françaises changent de main, et le plus souvent au profit d'un fonds d'investissement ou fonds spéculatif. France Invest, l'association professionnelle du secteur du capital-investissement privé, avance pour sa part que les entreprises ainsi reprises par ces fonds auraient créé 530 000 emplois depuis 2018, affirmation non étayée ni documentée et donc absolument invérifiable.

Au cœur de cette affirmation, un instrument financier, présenté comme vertueux par ses promoteurs tel l'ancien ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, le *leveraged buy-out* (LBO). Celui-ci consiste à acheter la totalité des actions d'une entreprise au moyen d'un emprunt souscrit par une société *holding* (souvent basée dans un paradis fiscal...) dotée d'un minimum de fonds propres (maximum 25-30 % du besoin), le montant de l'emprunt contracté étant aussitôt re-prêté à la société acquise, les vendeurs étant, pour l'essentiel, payés en parts de la *holding* créée. Ce montage permet ainsi à l'acheteur de prendre le contrôle d'une entreprise valorisée à 100 millions d'euros avec seulement 25 à 30 millions d'apport, la charge de l'emprunt de départ étant entièrement supportée par l'entreprise acquise devenue débitrice, qui rembourse sa dette grâce à sa trésorerie et aux dividendes distribués à la *holding*, le tout servant chaque année un rendement de 15 à 25 % des fonds propres apportés !

Et c'est ainsi qu'au lieu d'apporter des capitaux, le rachat par effet de levier en soustrait : il fait peser sur l'entreprise rachetée le coût de sa propre acquisition en la fragilisant et aboutit généralement



SOURCE : UNSPLASH. PHOTO : AKRAM HUSEYN.

Investissements. Le secteur privé de la santé, entre autres, attise l'appétit des fonds spéculatifs.

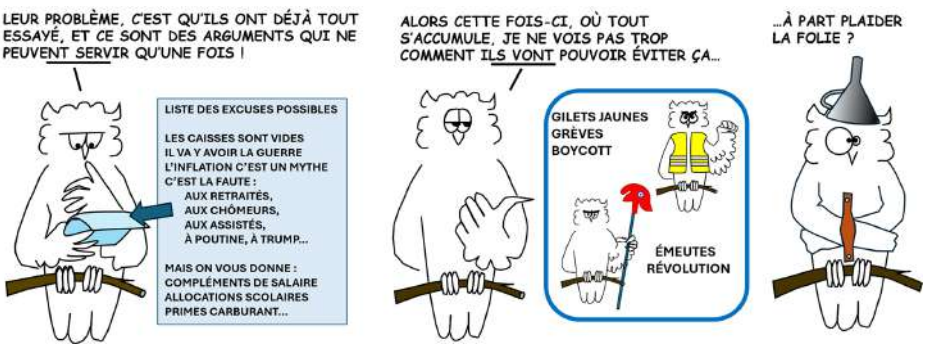
à la revente à un autre fonds une fois la dernière goutte de cash pressée. Selon la Banque de France, en Europe, 43 % des sorties de LBO se font au profit d'un autre fonds de capital-investissement… via un nouveau LBO, signe que la même entreprise peut subir plusieurs rachats successifs avec une valorisation croissante et une dette qui enfle au lieu de se réduire.

Fin 2024, les fonds adhérents de France Invest géraient près de 300 milliards d'euros d'actifs et, depuis le début des années 2010, le montant annuel des nouveaux investissements dans ces LBO a quadruplé, atteignant près de 30 milliards d'euros en 2025. La Banque de France estime que les opérations à effet de levier entraînent une multiplication par quatre de l'endettement bancaire et une hausse du risque de crédit des entreprises ainsi acquises. Concrètement, un an après un rachat de ce type, la probabilité de défaut de l'entreprise bondit de 44 %, celle de faillite d'environ 18 %.

Parmi les témoignages cités dans le rapport parlementaire, deux sont particulièrement inquiétants. D'abord, celui de Loïc Le Noc, secrétaire national à la protection sociale de la CFDT : *« Les fonds spéculatifs se livrent à une guerre sans merci pour acquérir les entreprises du secteur de la santé : cliniques, Ehpad, cabinets de biologie et de radiologie, cabinets médicaux, pharmacies. Ces stratégies s'expliquent par l'attrait d'un secteur où le risque d'impayé est presque inexistant, les recettes provenant majoritairement de l'assurance maladie et des assurances complémentaires. »* Ensuite, celui d'Olivier Darmouni, professeur à HEC : *« Les secteurs stratégiques (santé, éducation, armement) attirent les fonds avides de rendements rapides précisément parce que la protection étatique réduit le risque de faillite. »* Fonds rapaces mais aussi parasites... ■

LOÏC DE BENTZMANN.

Sur le mur de Jean Chouan



Enquête sur l'ultragauche (1)

Quand l'extrême gauche était… un garde-fou

L'installation de l'ultragauche comme acteur majeur de la vie politique extra-institutionnelle n'est pas une heureuse nouvelle pour la concorde civile. Faction violente par essence, elle n'a pris sa place actuelle qu'en conséquence des impensés, de l'irénisme et des fautes à la fois de l'extrême gauche, de la gauche radicale et du PS. On regrette le bon vieux temps de la LCR.



SOURCE : SITE DANIELBENSAID.ORG.

▲ **Henri Weber, Alain Krivine et Daniel Bensaïd.** En 1971 au centenaire de la Commune de Paris.

Au mirage d'une révolution idéale en lieu et place de la révolution réelle, a succédé une période de chaos idéologique à gauche. Qui a remarqué ce détail significatif des rassemblements de la gauche radicale et de l'extrême gauche : l'effacement progressif de la figure d'Ernesto *« Che »* Guevara des drapeaux, affiches, calicots, banderoles des mouvements et manifestations actuels ? Cette réalité traduit la bascule la plus inquiétante sur le flanc gauche de notre vie politique : la montée en puissance de l'ultragauche.

Pour comprendre notre présent, il faut décrire ce que furent les multiples variétés d'appréhension du monde par « l'extrême gauche ». En gestation pendant les décennies précédant la mort de Joseph Staline, elle s'identifie surtout à Léon Trotski, assassiné en 1940 et auréolé de toutes les vertus. Le pari trotskiste est de bâtir un socialisme idéal à côté du socialisme réel, une internationale communiste idéale à côté de la IIIe Internationale, une révolution idéale qui reprendrait tout à la base à partir de 1917. Bref, être les purs à côté de ceux qui ont les mains sales. En France, après 68, le courant trotskiste est particulièrement foisonnant, divers et influent.

Un pôle de formation intellectuelle de premier plan. – Ce qui caractérise les courants trotskistes, en particulier celui qui fut dominé par Alain Krivine et Daniel Bensaïd, un temps par Henri Weber ou par des personnalités comme Janette Habel, Christian Picquet, Christophe Aguiton, c'est-à-dire la LCR, c'est qu'ils furent d'excellentes écoles de formation. La production intellectuelle, la capacité à analyser, voire à capter les mutations de la société sont une des compétences premières des cadres passés par la LCR. Sans le vivier trotskiste, le PS se serait effondré bien avant 2017.

Plus brutaux dans leurs approches, dogmatiques par vocation et ayant un rapport davantage compliqué avec la vérité et la démocratie, les lambertistes ont fourni des cadres à la gauche. Il n'est pas impossible, des années après, de distinguer qui est d'origine lambertiste, pabliste, frankiste, etc. Les disciples de Pablo alias Michel Raptis étaient moins nombreux mais n'étaient en général pas les moins brillants. Gilbert Marquis fut la figure la plus attachante de ce courant. Enfin, la LCR empêcha pendant toute son existence l'antisémitisme « de gauche » d'émerger de nouveau.

Cependant, il exista une autre extrême gauche, ou plutôt ultragauche, au-delà de la gauche, qui slaloma entre plusieurs écoles et dont la projection spatiale fut la librairie *La Vieille Taupe* dans le Ve arrondissement. Sorte de fort Chabrol intellectuel, négationniste et d'ultragauche, la librairie était, pensait-on, confite dans un destin fait plus de solitude que d'isolement. Un demi-siècle plus tard, la vulgate de l'ultragauche, qui infuse dans la gauche radicale, est directement calquée sur *La Vieille Taupe*.

> **Le pari trotskiste est de bâtir un socialisme idéal à côté du socialisme réel, une internationale communiste idéale.**

Mercenaires, antisionistes mais manipulés. – Parmi les figures de l'ultragauche historique, Bruno Bréguet est des plus emblématiques. Suisse, enrôlé dans le combat pour le tiers-monde, Bréguet devint un ennemi fanatique d'Israël, financé par le nazi suisse François Genoud. Contre Israël plus que pour les Palestiniens. Arrêté à Paris avec Nathalie Ménigon et défendu par Jacques Vergès, Bréguet n'a plus rien d'extrême gauche, mais tout de cette ultragauche mercenaire accaparée par sa propre haine d'Israël. Bréguet croise tous les acteurs de cette mouvance d'ultragauche, dont la gauche n'est pas le souci véritable. Disparu en 1995, peut-être retrouvé emmuré en Turquie, il est le prototype de ce que l'ultragauche a toujours sécrété. Rappelons aussi le couple Böse Kuhlmann qui manifeste, lors du détournement de l'avion Air France à Entebbe, une haine des Juifs plus encore que d'Israël (ils y sont tués), ainsi que le couple Baader-Meinhof.

Comme beaucoup de mouvements totalitaires, l'ultragauche des Carlos, Bréguet, Kopp et consorts, est manipulée par les services de l'Est. L'ultragauche, au contraire de l'extrême gauche trotskiste, est soumise au stalinisme. La duplicité de l'avocat Klaus Croissant, « parrain » des activistes de la RAF, résume la supercherie, lui qui file rejoindre ses commanditaires de RDA.

Une série de documentaires ou films révèle la vérité de l'ultragauche mais jamais personne n'a semblé prendre la mesure de sa dangerosité : *L'Avocat de la terreur* consacré à Vergès par Barbet Schroeder (2007), *Une Jeunesse allemande* (2015) ou le film et la série *Carlos*... Le visionnage de ces films ôte toute tentation de céder au romantisme d'ultragauche. La perversité le dispute à l'impasse intellectuelle et politique. C'est à cette période que, pour se procurer quelques frissons, une partie de l'extrême gauche va chercher les anciens d'Action directe pour en faire des mascottes imbibées du sang de leurs victimes (en premier lieu, Georges Besse et le général Audran). Malgré les forts soupçons, les liens d'Action directe et de l'Iran n'ont pas été prouvés.

***Goodbye,* Trotski. –** Cette ultragauche ne trouve pas ses sources dans les décennies de controverses idéologiques trotskistes, c'est un courant composite qui glorifie ses buts et passe sous silence ses moyens. Il ne s'agit plus d'incarner la révolution idéale, il s'agit de jeter Trotski par-dessus bord ainsi que les trotskistes dont les familles ont souvent été marquées par le Bund et les persécutions à l'Est. De ceux-là, on ne trouve trace dans une ultragauche qui, sous couvert d'*« autonomie »*, au-delà de ses pactes passés avec le FPLP-OE de Wadie Haddad ou les Gardiens de la Révolution, n'est plus un assaut contre le capitalisme ou l'impérialisme mais, par ses pulsions de mort, un assaut donné au genre humain. Reste que, tapie dans l'ombre, elle va finir par séduire et occuper un espace qu'elle n'espérait même pas… ■

GAËL BRUSTIER.



CAOTURE D'ÉCRAN LA CHAÎNE PARLEMENTAIRE.

À l'Assemblée nationale, l'examen en séance publique de la proposition de loi « intégrale » doit débuter le 1er octobre. ▲

Violences sexistes et sexuelles

Ambition démesurée de la « loi intégrale »

par Jacques Dorémieux.

Une proposition de loi sur les violences sexistes et sexuelles a été débattue en commission à l'Assemblée nationale (1). Son adoption par le législateur avant la fin du quinquennat ne fait pas de doute. Elle affiche des ambitions fortes. Sont-elles raisonnables ?

Le terme *« loi intégrale »* désigne un texte législatif transversal qui traite un phénomène de société à 360°. Il s'agit en fait de reprendre l'architecture de la législation espagnole. Son pilier fondateur est la loi organique du 28 décembre 2004, qui aborde la question des violences faites aux femmes à travers une approche globale et intégrée. En 20 ans, le nombre de féminicides par conjoint ou ancien conjoint a baissé de près de 30 % en Espagne. Il s'agit de l'étendre en France à l'ensemble des violences sexuelles dont les victimes sont des majeurs comme des mineurs.

Ce que prévoit la proposition de loi. – Au total, les 69 articles, portés par la députée socialiste Céline Thiébault-Martinez, s'inspirent des 140 propositions formulées par une coalition d'associations féministes et de défense des droits des enfants, élaborées dès 2024 pour lutter contre les violences sexuelles. Ce texte induit une véritable révolution judiciaire et policière. Le texte part d'un constat de défaillances systémiques relevées dans les affaires Pelicot ou plus récemment Lyhanna.

Il comporte d'abord une spécialisation des acteurs : création d'unités de police judiciaire exclusivement dédiées aux violences sexuelles. En parallèle, des tribunaux et des parquets spécialisés dotés de magistrats formés à ces questions.

> **La protection des mineurs présente des particularités qui n'apparaissent pas compatibles avec une globalisation de l'approche des violences sexistes ou sexuelles.**

Il impose ensuite des actes d'enquêtes obligatoires : il prévoit un socle minimal d'investigations obligatoires dès le dépôt d'une plainte, incluant l'audition systématique et rapide du mis en cause afin d'éviter le classement sans suite injustifié. Il prévoit aussi une évolution du droit pénal : inscription notamment de l'inceste comme un crime autonome et spécifique dans le code pénal.

L'aspect le plus novateur du texte est constitué par les mécanismes de détection des violences commises sur les mineurs. Ce texte instaure un dispositif de dépistage universel au niveau scolaire. À l'origine, un entretien individuel annuel obligatoire mené par des professionnels était prévu dès la maternelle. En commission, les députés l'ont remplacé par un entretien facultatif, proposé à tous dès le CP. Le monde du travail n'est pas en reste : les employeurs se verront imposer une obligation renforcée de formation de tout leur personnel sur les mécanismes des violences sexistes et sexuelles.

Entre adhésion et contestations. – Ce texte est porté par une large majorité à l'Assemblée nationale, à l'exception de LFI, de l'UDR et du RN. Il est également soutenu par un collectif qui rassemble désormais plus de 200 organisations (associations, syndicats, collectifs, ONG, etc.), contre une quarantaine lors de sa création, fin 2024. *« On n'aurait jamais cru avoir une telle croissance en si peu de temps, et ce, malgré la contre-offensive très violente des masculinistes »,* se réjouit Myriam Lebkiri, secrétaire confédérale de la CGT et porte-parole du collectif « Femmes mixité ».

Mais ce texte fait aussi l'objet de critiques parfois sévères. Certains courants féministes intersectionnels soutiennent qu'il s'inscrit dans une logique punitive axée sur le renforcement du système pénal et policier sans s'en prendre aux racines du problème qui est celui de la place de l'homme dominant dans notre société. LFI émet des doutes quant à l'efficacité d'une réponse quasi exclusivement répressive qui risquerait de saturer le système judiciaire sans s'attaquer aux causes profondes du mal. Le RN s'oppose au texte car il soutient, à l'inverse, que la seule solution aux violences sexistes ou sexuelles repose sur le durcissement ▶

maximal des sanctions, la fin des réductions automatiques de peine et l'augmentation des places de prison. Il défend une approche punitive stricte.

Trop globale pour être efficace ? – À la différence de la législation espagnole qui est centrée sur les violences faites aux femmes, cette proposition se présente comme un « fourre-tout » qui traite des victimes majeures ou mineures, comme de l'abolition du devoir conjugal ou encore du cyberharcèlement. Pour criminaliser et prévenir de manière globale l'ensemble des violences envers les mineurs, l'Espagne s'est dotée en 2021 d'une législation spécifique et distincte : la loi LOPIVI (Loi organique de protection intégrale de l'enfance et de l'adolescence face à la violence). En effet, les violences sexuelles qu'ils subissent nécessitent des investigations appropriées diligentées par des enquêteurs spécialisés formés aux auditions des mineurs victimes. Elles sont toujours accompagnées d'investigations sur la crédibilité de l'enfant, réalisées par des psychologues experts. La protection des mineurs présente des particularités qui n'apparaissent pas compatibles avec une globalisation de l'approche des violences sexistes ou sexuelles.

Une autre difficulté porte sur le financement pérenne de toutes ces mesures dans un contexte budgétaire contraint. Certes, la proposition de loi prévoit un budget important pour cette année comme pour les années à venir : il est fixé à 3 milliards d'euros. Ses soutiens rappellent que le coût du déni pèse bien plus lourdement sur la société. D'après la CIIVISE (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants), les violences sexuelles faites aux enfants représentent un coût annuel de 9,7 milliards d'euros pour la société. Toutefois, ce budget apparaît trois fois supérieur à celui de la législation espagnole.

Certaines associations soutiennent l'idée d'un changement de méthode. Pour elles, l'empilement de lois successives n'a pas suffisamment modifié les pratiques. Elles veulent une politique suivie, évaluée et financée, plutôt qu'une réponse limitée à l'émotion provoquée par chaque affaire. Elles reprochent à ce texte cette limite.

La magistrature et les professionnels de terrain soulignent, de leur côté, les contraintes quotidiennes. Les tribunaux doivent traiter un grand nombre de procédures avec des effectifs limités. Une nouvelle organisation peut améliorer la spécialisation, mais elle risque aussi de déplacer les difficultés si les moyens ne suivent pas. Le débat parlementaire devra également porter sur l'équilibre entre protection immédiate, respect de la présomption d'innocence et qualité des enquêtes. On le voit : les ambitions de cette proposition de loi *« intégrale »* ne sont pas toujours raisonnables. On peut le regretter. ■

(1). Dans le contexte de l'affaire Lyhanna, le gouvernement lui a apporté son soutien.

Renseignement

Vers la souveraineté numérique

La direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI) a officialisé, fin juin, le remplacement de la firme américaine Palantir par l'entreprise française ChapsVision. Il s'agit d'une annonce stratégique majeure dans la conquête d'une souveraineté numérique.

En 2016, au lendemain de la vague d'attentats terroristes sans précédent qui a endeuillé le pays, la DGSI se heurtait à un mur technologique. Les services de renseignement faisaient face à une explosion de données hétérogènes à traiter (fiches de police, écoutes, listes de passagers aériens, métadonnées télécoms). L'industrie française et européenne de l'époque était incapable de fournir une solution logicielle d'analyse de données de masse opérationnelle à court terme.

La DGSI faisait alors le choix pragmatique de contracter avec l'entreprise Palantir Technologies. Sa solution phare, Gotham, devient le système nerveux central du renseignement français, saluée pour son efficacité redoutable par les analystes de terrain. Néanmoins, ce choix suscitait immédiatement de vives inquiétudes politiques. Palantir était une entreprise née en Californie avec le soutien financier de la branche capital-risque de la CIA (In-Q-Tel), et reste toujours profondément liée à l'appareil sécuritaire américain.

Depuis plusieurs années, le gouvernement cherchait une alternative. La décision récente de Washington de bloquer arbitrairement l'accès international aux derniers modèles d'intelligence artificielle de la start-up américaine Anthropic a agi comme une décharge électrique. Il fallait agir vite : la société française ChapsVision proposait un logiciel Argonos permettant le traitement de données hétérogènes à grande échelle qui remplissait exactement le même cahier des charges fonctionnel que Gotham de Palantir. Il pratique en effet l'ingestion de masse de données diversifiées et comporte une intelligence artificielle qui peut traiter en temps réel des données permettant notamment d'identifier des menaces terroristes.

La crédibilité d'Argonos a été fortement renforcée l'année dernière à l'échelle internationale puisque l'Allemagne (notamment les services de renseignement intérieur allemands) a également sélectionné la solution de ChapsVision pour s'émanciper de la tutelle de Palantir.

Le remplacement de l'outil informatique central d'un service de renseignement ne s'apparente pas à une simple mise à jour logicielle courante. Un basculement trop brutal présenterait le risque d'un « trou capacitaire » majeur, une période d'aveuglement technique durant laquelle les analystes ne parviendraient plus à croiser efficacement les fiches de surveillance au quotidien. Une telle vulnérabilité serait dramatique pour la sécurité nationale.

Par conséquent, le gouvernement a opté pour un processus de transition long et hautement sécurisé. Bien que le choix de ChapsVision soit désormais officiel, le contrat actuel liant la DGSI à Palantir reste pleinement en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2028. Ce renouvellement de précaution, acté fin 2025, garantit la continuité absolue des missions de sécurité intérieure pendant le déploiement de la solution française.

Le choix de ChapsVision s'inscrit directement dans le cadre du projet OTDH (Outil de traitement des données hétérogènes), lancé par le ministère de l'Intérieur. Ce projet ne se cantonne pas uniquement à la DGSI. L'ambition de l'État est d'ériger Argonos en standard universel ▶

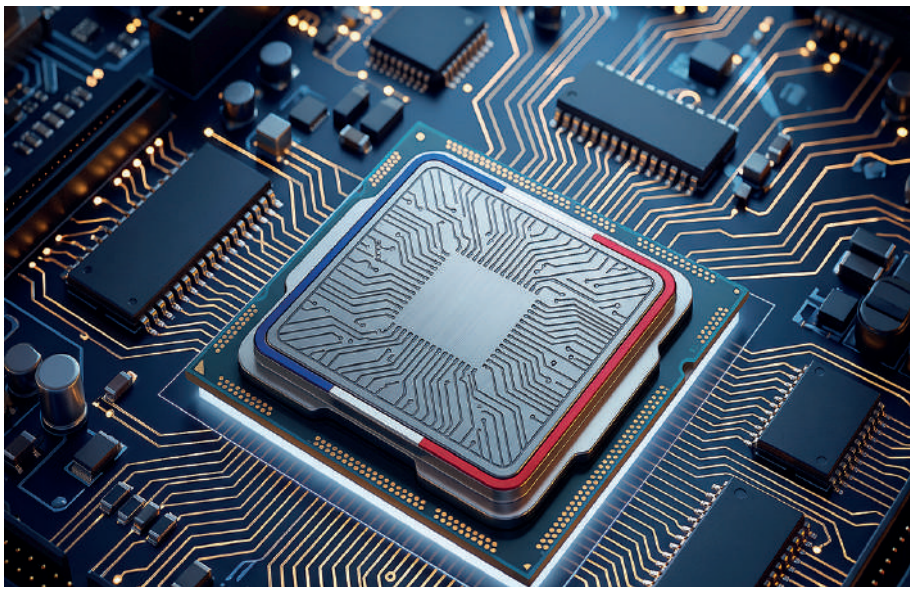


PHOTO : ADOBE FIREFLY / IA.

▲ Le renseignement intérieur français migre progressivement vers un nouvel outil informatique.

pour l'ensemble des administrations régaliennes confrontées au défi des volumes massifs d'informations. À terme, la plateforme a vocation à équiper les services des Douanes, la direction du Renseignement militaire (DRM) et vraisemblablement la direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE). Cette harmonisation doit permettre de briser les silos informationnels qui freinent traditionnellement la coopération interservices en France.

Tout n'est pourtant pas idyllique dans ce choix. Les partenariats technologiques de ChapsVision doivent faire l'objet d'une attention particulière. La signature d'un accord commercial, fin 2025, avec Alcatel-Lucent Enterprise, une structure à capitaux chinois, a soulevé des interrogations quant à l'étanchéité absolue de l'écosystème du nouveau prestataire souverain. Les services de sécurité de l'État devront s'assurer que les codes sources d'Argonos dédiés au renseignement restent totalement cloisonnés et à l'abri de toute ingérence étrangère.

Le remplacement de Palantir par ChapsVision constitue certainement le choix de souveraineté technologique le plus lourd de la décennie pour les services de renseignement français. En confiant la gestion opérationnelle de ses données de sécurité nationale à l'outil Argonos, la France met fin à une dépendance critique vis-à-vis des États-Unis et pose les fondations d'un écosystème numérique régalien purement européen. La réussite de ce pari industriel dépendra de la qualité technique de la transition opérationnelle menée d'ici 2028 et d'une grande vigilance vis-à-vis des partenariats de ChapsVision. ■

J. D.

Chronique agricole

Un salon de l'élevage morose

Le SPACE, c'est le salon international de l'élevage de Rennes, fondé en 1987 par Jean-Michel Lemétayer (qui fut président de la FNSEA) et quelques autres. Il s'agit d'un salon agricole tourné avant tout vers les professionnels de l'élevage, français ou étrangers, dans une région Bretagne où l'importance des filières bovine et porcine n'est pas à démontrer.

Le SPACE a connu de réels problèmes de gouvernance et de management humain ces dernières années. Mais la morosité qui hantait, du 15 au 17 septembre, ses allées, toujours très fréquentées (avec 1 070 exposants et plus de 100 000 visiteurs, selon les organisateurs), avait d'autres origines. Elle est la conséquence de trois années de crise agricole sans avancées significatives pour la profession qui fait face à des soucis de trésorerie sans précédent ces dernières décennies.

Le modèle agricole français est en crise et la production en chute libre, conséquence des aléas climatiques, d'une législation inadaptée et surtout de l'absence d'accompagnement technique et de soutien financier face aux nécessités écologiques et environnementales, le tout sur fond de désengagement programmé de l'Union européenne à travers une remise en cause de la Politique agricole commune.



SOURCE : UNSPLASH. PHOTO : ANNIE SPRATT.

▲ **Élevage.** Canicules à répétition et sécheresse aggravent encore les trésoreries des agriculteurs.

La sécheresse de ces derniers mois oblige certains éleveurs, faute de nourriture, à envoyer prématurément leurs troupeaux à la réforme, au risque de fragiliser la qualité génétique du cheptel français et nos capacités nationales de production. La présence de la ministre de l'Agriculture Annie Genevard lors de l'inauguration du SPACE et les dernières annonces gouvernementales en matière de soutien à notre agriculture n'ont pas suffi à dissiper le malaise ambiant. Pour les organisations syndicales, ces annonces sont nettement insuffisantes pour répondre à la crise actuelle. ■

JEAN BONGRAIN.

La Quinzaine en France

■ **Carburant. –** Dans le débat sur le prix des carburants, il est vérifié que le blocage des prix engendre la pénurie : la preuve par les stations Total qui se trouvent en rupture d'approvisionnement. La baisse des taxes est préférable car la baisse du prix du carburant, qui entraîne une perte de revenus pour l'État, est compensée par une augmentation équivalente des volumes consommés. Celle-ci entraîne une hausse des recettes fiscales et une réduction du montant des « chèques » versés à certaines catégories d'automobilistes.

■ **Arrêts maladie. –** Le président du Medef, Patrick Martin, a estimé, le 22 septembre, que les arrêts maladie de courte durée ne devaient plus être remboursés, *« ni par le régime de base ni par les complémentaires santé »* afin de faire baisser le nombre des abus. Ces abus existent, ils coûtent cher, ils doivent être réprimés. Mais la pédagogie du fouet préconisée par le Medef serait inopérante : 91 % du coût est dû aux arrêts longs et, plus on retardera l'âge de la retraite, plus ces arrêts augmenteront. N'oublions pas non plus que les 18-35 ans sont de plus en plus touchés par les maladies psychiques.

■ **Fonction publique. –** À l'appel de l'intersyndicale, la grève du 29 septembre est venue souligner deux objectifs : une hausse de 10 % du point d'indice – soit une hausse de 400 euros bruts mensuels – et son indexation sur l'inflation. Ces deux revendications sont justifiées : en 1980, rappelle la CGT, un professeur était recruté avec un salaire équivalent à 100 % au-dessus du Smic ; aujourd'hui, il est recruté à 10 % au-dessus. Un fonctionnaire de catégorie B était recruté à 51,8 % au-dessus du Smic, et maintenant à 3,9 % au-dessus.

■ **Politique de l'offrande. –** Alors que s'engage le débat budgétaire, rappelons ce qu'écrivait Henri Valois (*Royaliste* n° 1311) en novembre dernier : *« Les allègements de cotisations sociales, les réductions d'impôts, les subventions diverses dont bénéficient les entreprises atteignent aujourd'hui le chiffre astronomique de 270 milliards d'euros, montant à rapprocher du niveau du déficit public (autour de 165 milliards). »* Pas de sincérité du débat sans prise en compte de ces chiffres.

HUBERT DE MARANS.





FMPRC.GOVCN.

▲ Le président Xi Jinping, le 24 septembre à la Maison Blanche, a déclaré : *« La Chine et les États-Unis ont tout à gagner dans la coopération et tout à perdre dans la confrontation. »*

Chronique internationale

Les sorties de Xi

par Yves La Marck.

Après avoir longtemps reçu le monde à domicile, l'empereur immobile est sorti pour affronter ses pairs et les autres dans des destinations les plus diverses, de Bichkek à New York en passant par Le Caire et New Delhi. Ce changement de stratégie globale est une réponse aux conséquences internationales des actions du second mandat de Trump. L'Europe ne figure pas sur sa carte.

Personne ne doute des fins de la stratégie globale de la Chine de Xi Jinping : la *« démocratisation des relations internationales »* vise à réunir autour d'elle une majorité d'États dits du Sud global, appelés à se manifester lors de l'Assemblée générale des Nations unies, but de son périple. Les moyens employés se combinent entre le vaste projet des *« routes de la soie »* côté face, et, côté pile, l'affirmation de puissance y compris militaire. La carotte et le bâton, selon les vieilles recettes de l'impérialisme.

Le côté rond de Xi ne saurait dissimuler son implacabilité. S'il ne quittait que rarement et brièvement la Chine, il était censé, selon des observateurs, tenir la bride courte à ses nombreux concurrents, rivaux, adversaires au plan intérieur. Sans doute, mais, en politique extérieure, il n'avait aucun besoin de bouger puisque chacun, riches et pauvres, accourait à lui pour faire pendant à l'*oncle Sam* ou au *père Donald*. L'illusion était totale.

Or, de plus en plus, la guerre économique lui coûtait. Temporiser, recevoir, ne suffisait plus. Il fallait repasser à l'offensive diplomatique autant économique que militaire. La guerre avec l'Iran s'ajoutait à celle d'Ukraine pour compliquer excessivement les chaînes de valeur, les sources d'approvisionnement, les transferts monétaires.

Les Européens, qui ne sont plus capables de ce genre de diplomatie ouverte, se retrouvent « régionalisés » comme à la pire époque de Kissinger.

De Bichkek à Manhattan. – Apparemment, le cycle actuel remonte à la visite de Trump à Pékin en mai (la première depuis 2017). Une série de rencontres avait été programmée : le 24 septembre, Xi serait aux États-Unis ; en fin d'année, ils se retrouveraient en Asie pour le sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique, l'APEC (le 18 novembre à Shenzhen, en Chine). La suggestion d'un G2, d'une gestion commune entre les deux super-grands, n'était qu'étatsunienne. Elle n'était pas dans l'intérêt de la Chine vis-à-vis de ses partenaires du Sud. Xi présente donc un contre-projet en affichant la complémentarité des trois grands hors États-Unis : Poutine, Modi et lui-même, une sorte de P3 alternatif au G2. Les trois se sont revus au moins deux fois de suite dans deux instances communes et exclusives tant des Américains que des Européens : l'Organisation de coopération de Shanghai (OSC) et les BRICS+.

À Bichkek, capitale du Kirghizistan, coincé entre la Chine et le Kazakhstan, l'OSC, les 31 août et 1er septembre, célébrait son 25e anniversaire. Les quatre États d'Asie centrale (le Turkménistan demeurant à l'écart) subissent de plus en plus l'influence de la Chine, d'autant qu'ils servent désormais de voie de passage privilégiée entre Russie et Chine, les autres débouchés de Moscou (mer Noire, mer Baltique, voire Arctique, et bien sûr Europe) étant presque fermés. État enclavé, le Kirghizistan connaît pour cette raison un boom de croissance (+ 11 % en 2025).

À New Delhi, le sommet des Brics+, les 12 et 13 septembre, revoyait Xi (une première en Inde depuis sept ans), Poutine et Modi ensemble explorer cette fois un autre débouché, celui tant recherché dans l'histoire vers les mers du Sud, en l'occurrence à travers le Pakistan, profitant du corridor déjà ouvert par la Chine menant au port de Gwadar, le plus proche du détroit d'Ormuz. Les dirigeants pakistanais comme le président iranien Pezeshkian avaient également participé au sommet de Bichkek. Plus encore, le Pakistan succède au Kirghizistan à la tête de l'OSC pour 2026-2027.

La suite logique de l'itinéraire de Xi se poursuivait par Suez. Sa visite au Caire le 2 septembre, la première en dix ans, s'intéressait au sort des investissements chinois dans la zone économique du canal de Suez, spécialement dans le golfe de Suez, à l'entrée de la mer Rouge. En miroir, la Chine avait, depuis 2017, ouvert à Djibouti sa seule base militaire extérieure, sur le golfe d'Aden, au-delà du détroit de Bab el-Mandeb, et pris le contrôle de la gestion de son port porte-conteneurs.

Les trois destinations, contrairement aux apparences, dénotent l'inquiétude des dirigeants chinois quant à leur stratégie. En fait, le projet global de routes de la soie (la route et la ceinture) est pas mal écorné par l'intervention américaine dans le Golfe. N'est-ce pas le valeureux ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi qui était parvenu à patronner un accord inattendu entre Riyad et Téhéran le 10 mars 2023 ? Tous ses efforts n'ont-ils pas été réduits à néant par le géant américain ? Xi essaye de recoller les morceaux et de rebondir.

L'ouverture en Asie centrale vise des pays musulmans et de surcroît turciques. Ankara, Riyad et Islamabad ont conclu le 7 août leur pacte mecquois. Le Caire devait y adhérer mais sa dépendance vis-à-vis des Américains l'en a dissuadé. N'empêche, la Chine est à l'affût des nouvelles recompositions du Moyen-Orient, qui sépare ou unit Orient et Occident, Europe et Asie. La Chine sera peut-être une des gagnantes mais à terme. Au comptant, elle est une victime autant et plus que le consommateur européen.

***Hard power* chinois. –** Ce qui nous ramène à l'autre pivot de la stratégie globale chinoise : la politique de force, complémentaire de son *soft power*. Pékin sait aussi briller dans le *hard power*. Dans la conjoncture actuelle, il est à craindre que Xi soit contraint de se rabattre sur certains de ses fondamentaux. Repoussé côté ouest, il se réinvestit côté est. Sur le point de paraître faible, il possède un moyen avéré d'affirmer sa force : Taïwan. L'île est visée, non pas tant parce que chinoise mais parce qu'elle bloque l'avancée historiquement incontournable vers le large, le Pacifique. Trump lui a déjà interdit Panama, l'Amérique du Sud ; l'hémisphère occidental inclut le Pacifique plus encore que l'Atlantique (Nord et Sud), de l'Alaska à Guam en passant par Hawaï, ce ne sont pas moins de trente bases militaires américaines. Même si Trump prétend réduire la présence de militaires américains en Corée du Sud et au Japon, il n'envisage aucun retrait de ses possessions ou points d'appui pacifiques. Ne prétend-il pas renommer cet océan unilatéralement ?

Taïwan redevient donc une hypothèse plausible. Elle est apparemment moins crédible tant les enjeux militaires semblent de plus en plus démesurés. Or en même temps, elle est politiquement de plus en plus vraisemblable, tant Xi ne saurait être nargué *ad vitam aeternam* par cet irritant de première grandeur, non tant par les Taïwanais, mais par le démiurge de la Maison Blanche. On dit Trump indifférent à une offensive contre Taïwan. Les enjeux sont tels que l'on peut prendre son attitude comme un piège tendu à Xi. Ou bien ce dernier lui a donné des assurances. Il est le premier à vouloir éviter un choc frontal, mais gagner cette guerre avant qu'elle n'éclate, selon la méthode chinoise.

L'absence de l'Europe en tant que telle ou à travers ses grands pays, tant au Moyen-Orient qu'en mer de Chine, nonobstant l'Indo-Pacifique (dont on parle de moins en moins), ne la qualifie pas pour un strapontin (arctique par exemple) à n'importe quelle table de négociations. Elle n'est pas prioritaire pour Xi, pas plus que pour Poutine, et, au fond de lui-même, de Modi ou des Pakistanais, habitués à jouer sur plusieurs tableaux à la fois. Les Européens, qui ne sont plus capables de ce genre de diplomatie ouverte, se retrouvent « régionalisés » comme à la pire époque de Henry Kissinger. Le déclin est, de ce point de vue, saisissant. De « grands », ils se retrouvent, qu'ils œuvrent en groupe, séparément ou en coalition, parmi les puissances moyennes comme le Canada les y invite. Il conviendrait aussi de rayer le terme de puissances : additionner des faiblesses n'a jamais fait une force. ■

Élections régionales

Une crise allemande et européenne

Les récentes élections régionales allemandes sont une nouvelle étape dans la marche au supplice, qu'on observe ailleurs, des partis de gouvernement.

Les élections du 20 septembre sont une confirmation des tendances révélées par celles du 6 septembre en Saxe-Anhalt. Elles témoignent du net recul des chrétiens-démocrates du chancelier Merz. À Berlin, la CDU obtient un score honorable avec 18,8 % des voix, mais recule de plus de 9 points et perd 18 sièges. Que dire des résultats en Mecklembourg-Poméranie où la CDU rate de justesse la barre des 5 % ; ce qui, pour la première fois depuis 1949, fait disparaître la CDU d'un parlement régional. Le chancelier Merz a raison de parler de désastre. Mais les sociaux-démocrates du SPD ne sont guère mieux lotis, même si leur recul est moindre. Avec 35,5 %, le parti perd 4 points et 5 élus alors qu'à Berlin, il perd 6 points et 12 sièges sur les 22 qu'il détenait, ne réunissant que 12 % des voix au lieu de 18. Si les pertes sont moindres en Mecklembourg-Poméranie où il garde une chance de diriger une nouvelle coalition majoritaire, il n'en est pas moins devancé par l'extrême droite. Les Verts sauvent les meubles en Mecklembourg-Poméranie en franchissant la barre des 5 % des voix et recueillent un peu plus de 14 % à Berlin, soit une perte de 4 points par rapport à 2023, et de 8 sièges (26 au lieu de 34). La mobilisation électorale, en progrès, ajoute au discrédit de ces partis. Le Parti libéral-démocrate (FDP) disparaît corps et biens. Si la tendance est donc au recul pour ces quatre partis, elle s'exprime différemment selon les Länder.

Au contraire, ces élections sont un triomphe pour l'AfD et *Die Linke*. Le premier arrive en tête en Mecklembourg-Poméranie avec 38 % des voix, soit un gain de 21 points et de 18 sièges par rapport à 2021. À Berlin, sa performance est plus modeste puisqu'il n'obtient que 16 % mais progresse de 7 points et de 12 sièges. Quant à *Die Linke*, il sauve sa soirée grâce à sa performance berlinoise car, en Mecklembourg-Poméranie, il n'obtient qu'environ 6 % et entre au Parlement (5 sièges). Mais à Berlin, il triomphe en obtenant plus de 25 %, doublant son score par rapport à 2021 et son nombre de sièges. Ce résultat est d'autant plus frappant qu'il s'agit de ▶



© F. SANDRO HALANK, WIKIMEDIA COMMONS / WIKIMEDIA COMMONS (CC BY-SA 4.0)

▲ **Elif Eralp, tête de liste de Die Linke à Berlin et probable future maire.**

la capitale fédérale et qu'Elif Eralp, tête de liste et probable future maire, est issue de l'immigration turque même si elle est née en Allemagne, ses parents ayant fui la répression consécutive au coup d'État militaire de 1980.

Face à cette situation, le chancelier Merz a exprimé sa volonté de continuer la même *« politique de réformes »*, la seule perspective possible aux yeux de tous les *« sociaux-libéraux »*. La candidate d'extrême gauche à Berlin a gagné en insistant sur les problèmes du quotidien, et l'AfD en surfant sur le sentiment de déclassement, d'abandon et de mépris supposé de l'ouest du pays à leur égard, sans oublier la xénophobie. Cet éclatement du paysage politique oblige, depuis 20 ans au moins, les deux grands partis de gouvernement, à former de grandes coalitions à l'échelle fédérale. Cette crise des partis de gouvernement se manifeste aussi en France, en Belgique, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie, voire aux États-Unis, et la liste n'est pas exhaustive. D'autres voies doivent être explorées dans le respect de la démocratie.■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

Les mots qui piègent Ed Miliband

« Nettoyage ethnique », « terroristes juifs » : ce sont les paroles d'un ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté à la Chambre des communes. En 1937 ? En 1947 ? Non, le 8 septembre 2026. Vingt-cinq ans après le 11-Septembre, les attentats de Manhattan ! Il ne l'a pas fait exprès. La semaine de *Roch Hachana*, nouvel an juif, dix jours avant le Grand Pardon (*Kippour*) ! Rien de religieux. À l'ouverture de la campagne électorale pour les élections israéliennes du 27 octobre ! Pas d'ingérence étrangère.

Ce n'est pas qu'une question de *timing*. Ce n'est jamais le bon moment pour les actes embarrassants, les ruptures, qui font mal. Qu'est-ce qui a décidé le gouvernement de Londres à franchir un pas auquel se refusent, depuis trois ans, la grande majorité des pays européens – depuis le 8 octobre 2023 et les 75 000 morts de la bande de Gaza ? 300 morts palestiniens de plus en Cisjordanie aux mains de « colons » israéliens auront suffi à Ed Miliband pour décider de sanctions et de mots très forts. Une douzaine de pays s'y sont associés dont huit membres de l'Union européenne (sur 27 !) y compris, en catimini, le ministre français Jean-Noël Barrot !

Ed Miliband n'est pas un novice en politique. Il a été le chef de l'opposition travailliste au Premier ministre conservateur Cameron de 2010 à 2015. Il ambitionnait d'être le premier Premier ministre britannique juif (Disraeli, quoique de famille juive, était anglican au moment de le devenir). Car Ed Miliband est juif, fils de père et mère juifs polonais, dont une partie de la famille – il a pris soin de le rappeler en exorde de son discours – a péri dans la Shoah. Lui-même se définit comme athée juif. Son père, Ralph Miliband, était un théoricien connu du marxisme.



SOURCE : WIKIPÉDIA. PHOTO : SHAUN CURRY/ DESNZ.

▲ **Ed Miliband, ministre des Affaires étrangères.**

S'il se croyait ainsi à l'abri, Ed Miliband se trompait lourdement. Côté palestinien, alors que des milliers de personnes n'avaient cessé de manifester dans les rues de Londres en leur faveur, on lui reproche de n'avoir ciblé que les « colonies » israéliennes de Cisjordanie et pas le gouvernement Netanyahou. *« Quelques avocats* (le fruit, ndlr) *en moins ne ressusciteront pas la solution à deux États. »* Côté juif, deuxième communauté européenne après la France, avec environ 300 000 personnes, on dénonce l'antisémitisme en flèche à travers le pays, que Miliband va encourager, même malgré lui. Des tribunes sanglantes ont trouvé place contre lui dans de respectables journaux conservateurs britanniques. Côté israélien, son homologue expulse les Britanniques qui assistaient la police palestinienne et, ferme à la fin du mois, le consulat général du Royaume-Uni à Jérusalem qui servait, comme son équivalent français également menacé, d'ambassade auprès de l'Autorité puis désormais État de Palestine (à Ramallah). Le général Allenby, entré en vainqueur à Jérusalem en 1917, doit se retourner dans sa tombe.

En revanche, Ed Miliband a eu droit à la couverture de l'hebdomadaire de gauche *The New Statesman* : « Le monde selon Ed » : « Ed refonde la politique étrangère britannique ». Le Premier ministre Andy Burnham doit peut-être regretter de ne pas l'avoir nommé chancelier de l'Échiquier, poste qu'il convoitait, et de l'avoir lancé dans l'arène internationale où il admettait son incompétence mais aussi sa trop vive sensibilité. ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Brésil. –** À une semaine du premier tour de l'élection présidentielle, prévu le 4 octobre, Luiz Inácio Lula peinait à distancer le conservateur Flávio Bolsonaro, qui le talonnait dans les sondages avec seulement deux points de retard. Si Lula a tenté de discréditer son rival en l'associant à Donald Trump, Bolsonaro a choisi de reprendre le discours antisystème de son père en accusant Lula de protéger Alexandre de Moraes, magistrat accusé de corruption.

■ **Corée du Sud. –** Est-ce le signe d'un dégel ? Le président Lee Jae-myung a soumis l'idée d'un allégement des sanctions onusiennes contre le régime nord-coréen si Pyongyang suspendait son programme d'armement nucléaire. Il envisage, au terme du processus, l'engagement d'un dialogue pouvant conduire à la paix. Critiqué par l'opposition conservatrice, Lee Jae-myung s'est justifié en invoquant l'urgence de contenir le danger de prolifération nucléaire.

■ **Italie. –** Le gouvernement de Georgia Meloni a fait adopter en Conseil des ministres un décret-loi introduisant une limite de 30 % d'élèves non italophones par classe et interdisant le port du voile, du niqab et de la burqa au sein des établissements scolaires. Les commentateurs voient dans cette mesure une tentative de contrer la montée du parti identitaire Futuro Nazionale, crédité de 8 % d'intentions de vote aux prochaines législatives.

■ **Maroc. –** Le Parti authenticité et modernité est arrivé en tête des élections législatives du 23 septembre. Mais avec seulement 97 sièges sur les 395 de la Chambre des représentants, il échoue à conquérir une majorité absolue et devra donc former à nouveau une coalition pour gouverner avec ses alliés actuels, le Rassemblement national des indépendants (RNI) et le Parti de l'Istiqlal. Le faible taux de participation (38 %) a été le plus bas enregistré au Maroc depuis vingt ans.

CASIMIR MAZET.





SOURCE : LINKEDIN. PHOTO : YANN SAINT-PÉ.

▲ Benjamin Sire.



SOURCE : SORBONNE.

▲ Olivier Dard.



D.R.

▲ Dominique Decherf.

Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise des conférences auxquelles participent des personnalités politiques ou du monde intellectuel. Elles sont enregistrées en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande à lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr). Pour accéder à ces entretiens : https://www.archivesroyalistes.org/-Les-Mercredis-de-la-NAR-92-.

■ **Mercredi 7 octobre**

Conférence de Benjamin Sire sur le thème « La drogue au pouvoir ».

La drogue pose un immense problème de santé publique mais elle est aussi, depuis plusieurs siècles, l'arme dont se servent les puissances rivales.

Journaliste, vice-président de l'Association française des grands reporters et rédacteur en chef du média *Les Électrons libres,* Benjamin Sire présentera son livre *La drogue au pouvoir,* publié aux Éditions du Cerf (septembre 2026).

■ **Mercredi 14 octobre**

Conférence d'Olivier Dard sur le thème « Histoire de l'extrême droite française ».

L'étude porte sur la vaste période qui va de 1870 à 2026. Tous les mouvements et tendances de la droite nationale et nationaliste sont analysés au fil des événements.

Olivier Dard est agrégé et docteur en histoire. Il enseigne l'histoire contemporaine à l'Université Paul-Verlaine de Metz. Son dernier livre, *Histoire de l'extrême droite française* est publié aux Éditions Perrin (septembre 2026).

■ **Mercredi 4 novembre**

Conférence de Dominique Decherf : Réflexions sur le temps de l'Histoire.

Ancien diplomate, Dominique Decherf publie, chez France-Empire, *Sur les chemins du monde, avec Pierre Boutang politique,* des souvenirs centrés sur la relecture des articles de politique étrangère que publiait Pierre Boutang dans l'hebdomadaire royaliste *La Nation française*.

L'ouvrage est centré sur de grandes figures qui ont marqué la seconde moitié du XX[e] siècle : Adenauer, Zhou Enlai, Nasser, Kennedy, etc.

■ **Mercredi 18 novembre**

Conférence de Daniel Bachet sur le thème « Pour une démocratie économique radicale ».

Face aux politiques économiques de plus en plus prédatrices, Daniel Bachet plaide pour une bifurcation radicale vers une démocratie sociale et économique de forte intensité refondant marchés, banques et entreprises, afin de préserver la nature et de rendre aux producteurs la maîtrise de leur travail.

Professeur de sociologie, Daniel Bachet a aussi été directeur du département « Entreprises » au Centre d'études des systèmes et des technologies avancées et chargé de mission au commissariat général du Plan (CGP). Il présentera son livre *Sortir du capitalocène. Pour une démocratie économique radicale,* publié aux Éditions Le Bord de l'eau (mai 2026).

■ **Mercredi 25 novembre**

Conférence de Jean-Christian Petitfils sur le thème « La Révolution française ».

Dans cette vaste synthèse, Jean-Christian Petitfils retrace la Révolution de 1786 à 1804. Par un récit vivant éclairé par la science politique, il analyse le transfert de la souveraineté du roi à la nation, sans éluder les conquêtes fondatrices, la violence ni les dérives autoritaires.

Jean-Christian Petitfils est l'un des grands spécialistes de l'Ancien Régime et de la France moderne. Son dernier livre, *La Révolution française*, est publié aux Éditions Perrin (août 2026).

Royaliste
POUR LE NATION, LA LOI ET LE ROI
Lot 1674, 101, rue de Sèvres, 75006 Paris
www. archivesroyalistes.org
Issn 0151-5772

Abonnements-contact :
lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr
+33 (0) 1 71 06 32 91

Directeur de la publication : Bertrand Renouvin.
Responsable éditorial : Laurent Tréhu.
Fondateur : Yvan Aumont †.

Rédaction : Frédéric Aimard, Loïc de Bentzmann, Éric Cézembre, Denis Cribier, Dominique Decherf, Jacques Dorémieux, François-Marin Fleutot, François Gerlotto, DJ Heller, Léon Letellier, Hubert de Marans, Casimir Mazet, Marc Sévrien, Alain Solari, Indiana Sullivan.

Directeur politique : Bertrand Renouvin.

Publié par la NAR, Siret : 897 894 127 00017.
Édité par la Spfc-Acip, Siret : 418 322 149 00015.
Imprimé par Rps-repro, Siret : 419 745 484 00024.
Dépôt légal à publication. Cppap n° 0425 d 84.

Abonnez-vous !

VERSION PAPIER ❑ TROIS MOIS (30 €) ❑ SIX MOIS (45 €)
❑ UN AN (70 €) ❑ UN AN SOUTIEN (140 €)
VERSION PDF ❑ UN AN (45 €) ❑ UN AN SOUTIEN (55 €)

❑ Je paye par carte bancaire sur le site archivesroyalistes.org

❑ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip.**

Nom/prénom : .....
Adresse : .....
Code postal/Ville/Pays : .....
.....
Tél. portable : ..... Courriel : .....

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à
Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON
Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

« Conformément à la loi Informatique et libertés du 06/11/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données, lesquelles ne sont ni exploitées ni revendues par des organismes tiers ».

SOURCE : VILLE D'ORLÉANS.



▲ **Sécheresse.** Chaque été plus qu'avant, des bancs de sable à perte de vue sur la Loire (ici à Orléans).

Dérèglement climatique

Les adaptations à mettre en œuvre

par François Gerlotto.

Les médias ont beaucoup parlé de la canicule de cet été, mais maintenant qu'elle s'éloigne, elle sort aussi des esprits, et les belles résolutions avec elle. Aussi, après les réactions « à chaud » dans *Royaliste*, voici venu le temps des analyses « à froid ».

Commençons par une évaluation, même approximative, du coût des effets cumulés du réchauffement climatique en 2026. Car si notre société a la mémoire courte et ne pense qu'aux derniers désastres, c'est pourtant l'ensemble des effets du dérèglement climatique qu'il faut considérer. C'est là le paradoxe : avant la sécheresse la plus importante jamais mesurée (53 jours de canicule et 40 % de déficit en précipitations par rapport à la normale) et les incendies ravageurs de cet été, le dérèglement climatique nous avait imposé 40 jours de pluies ininterrompues au début de l'année. Ici aussi la plus longue série depuis que des mesures sont effectuées, et une augmentation de 35 % par rapport à la normale, aboutissant à des inondations dans 80 départements.

Tout cela se paye. Quelques chiffres pour situer l'ampleur du désastre : les inondations auront coûté entre 2,5 et 3 milliards d'euros, et la sécheresse devrait y ajouter entre 5 et 10 milliards. Sans parler des 8 000 morts supplémentaires par rapport à une année « normale » !

Voilà en termes simplement financiers et démographiques ce que commence à nous coûter le réchauffement climatique si nous n'adaptons pas notre pays ni nos habitudes. Il faut donc d'urgence y réfléchir et envisager des actions. Nous avions noté, dans notre numéro d'été, qu'elles devaient se situer à plusieurs niveaux, du plus simple au plus complexe.

Le changement climatique nous montre que nous vivons la fin d'un temps où l'énergie était bon marché et où le gaspillage était la règle. Cette époque se termine et de nouvelles habitudes doivent être prises.

Le niveau individuel. – Cela fait longtemps qu'en la matière, nous sommes poussés vers de mauvais choix, dans de nombreux domaines : confort individuel, égoïsme institutionnel, etc. Ces habitudes confortables ne seront pas faciles à éradiquer puisque la société de consommation les a implantées très profondément en nous par la publicité : il faut jeter aussitôt que possible ce que nous venons d'acheter et qui ne sert plus, soit à cause d'une obsolescence programmée, soit par effet de mode. Les entreprises comme Shein vivent de ce système et nous ont formatés pour y répondre. Le changement climatique nous montre que nous vivons la fin d'un temps où l'énergie était bon marché et où le gaspillage était la règle. Cette époque se termine et de nouvelles habitudes doivent être prises, s'appuyant sur une éducation plus complète sur les risques climatiques.

Mais il faut aussi se protéger des effets de ce changement car les carences de l'État, qui n'assume plus son rôle de garant des infrastructures, font que c'est à l'individu de supporter le coût des mesures de protection (climatisation, isolation, etc.) et donc d'effectuer lui-même des dépenses importantes. Or ces solutions individuelles se heurtent souvent à des contraintes extérieures qui réduisent leur efficacité : combien de logements ont-ils été bâtis dans des zones inondables ? Combien sont-ils, d'origine, des passoires thermiques ? Combien ont-ils été construits dans des quartiers urbains mal pensés pour résister tant à la chaleur qu'aux inondations ? Car l'urbanisme de ces cinquante dernières années n'a pas été prévu pour ce climat, les avertissements sont restés lettre morte, et les zones bétonnées, imperméables, sans arbres, sans fontaines, sans aucun mécanisme protecteur de la chaleur ou des inondations, sont légion. Le coût d'une protection thermique va s'en trouver considérablement augmenté.

Voilà qui va poser de graves problèmes à nombre de nos concitoyens puisque nous entrons dans une période de crises multiples qui, pour la plupart, affecteront le pouvoir d'achat des Français. L'usage annuel d'un climatiseur, par exemple, coûte entre 100 et 500 euros. On voit surgir alors deux inconvénients majeurs : d'une part, l'apparition d'inégalités puisque ce sont souvent les plus pauvres qui vivent dans les régions les plus sensibles, dans les logements les moins protégés des quartiers les plus exposés aux intempéries, sans nécessairement avoir les moyens d'investir dans des climatiseurs ; d'autre part, une augmentation globale de la consommation d'énergie, ce qui est négatif à tous les niveaux, économique comme écologique, et qui apporte plus de problèmes que de solutions.

Le niveau collectif. – Notre système économique n'a pas encore intégré la composante climatique dans ses activités et ses priorités. Nous avons cité le logement et l'urbanisation, qui doivent impérativement être revus en raison du réchauffement climatique. Ce niveau est celui de l'adaptation de notre société à ces nouvelles contraintes environnementales, mais aussi celui de la prévention : il faut tout faire pour cesser les émissions de gaz à effet de serre, faute de quoi notre monde deviendra proprement invivable.

Or que note-t-on ? Notre société a été incapable de simplement entretenir, sans même parler de remettre à niveau nos habitats collectifs (écoles, hôpitaux, commerces, foyers de tout genre), nos ateliers, nos usines, nos villes, nos infrastructures dans tous les domaines : transports, réseaux électriques, routier, de communication ; systèmes de protection civile (incendies, inondations), de surveillance, de maintien des réseaux hydriques, etc. Tout le monde sait que le coût de remise à niveau d'un équipement qui n'a pas été entretenu atteint des sommets. Pour avoir voulu faire des économies d'entretien somme toute mineures pendant des années, notre collectivité se heurte maintenant à des coûts de reconstruction qu'elle semble incapable de supporter. Incidemment, ce comportement aberrant ne nous est pas spécifique : l'Allemagne, donneuse de leçons économiques de l'Union européenne, se heurte au même mur, pour la même raison.

Cet impératif de remise à niveau de tout notre équipement collectif va avoir un impact majeur sur les budgets de la nation, mais il est absolument indispensable et prioritaire. Plus encore, tout cela doit être coordonné, faute de quoi ce qui aura été gagné d'un côté aura été perdu de l'autre. Comment, par exemple, reconstruire un environnement urbain sans planification ? Puisque cela exige des travaux dans tous les domaines : l'urbanisation, largement délaissée depuis des décennies, ne doit plus considérer séparément logistique et mode de vie ; elle doit intégrer les besoins des habitants, leur confort, les connexions multiples avec



SOURCE : PIXABAY. PHOTO : KABOOMPICS.

▲ **Préserver l'eau impose de repenser sa gestion et de restaurer durablement les écosystèmes.**

le reste du monde ; elle doit impérativement prendre en compte les contraintes environnementales dans les deux sens : pour que les habitants puissent résister aux conditions climatiques, mais aussi pour minimiser leurs effets négatifs sur le milieu ; donc prévoir des habitats sobres, favoriser des modes de vie peu consommateurs d'énergie, etc. Et cela se retrouve dans toutes nos activités économiques : en agriculture, qui est complètement déboussolée en ce moment ; dans les secteurs productifs (pêche, artisanat, industrie à tous les niveaux) ; dans les activités tertiaires, culturelles, sociales… Nous nous dirigeons, volontairement ou pas, vers une reconsidération générale de la forme que prennent nos activités.

Il nous faut impérativement investir, planifier, entretenir, prévoir (dans tous les domaines : démographique, social, sanitaire, sécuritaire, économique, environnemental…) ; reconstruire dans une vision de protection climatique, intégrer les connaissances et les avis scientifiques. Bref, faire tout le contraire de ce que nous faisons, et tout cela dans l'urgence et avec un caractère prioritaire. Et à quel coût ?

Le niveau environnemental. – C'est le point le plus important, et pourtant celui que nous avons le plus négligé. L'environnement souffre lui aussi, et bien plus sérieusement que l'espèce humaine puisqu'il lui est impossible de se déplacer, se protéger, ou recréer un climat où il pourrait vivre correctement. Le bilan a d'ailleurs été sans appel : 98 000 hectares de surfaces végétales, dont 76 000 strictement forestières, selon le bilan de Office national des forêts publié le 24 septembre 2026, ont brûlé en France cet été (580 000 en Europe !). Cela concerne l'ensemble des écosystèmes, du littoral à la haute montagne, en passant par tous les paysages qui émaillent le territoire.

Or tous sont tributaires d'une contrainte générale qui conditionne tout : la gestion de l'eau. Jusqu'à présent nous avons considéré l'eau comme une ressource exploitable, avec l'idée sous-jacente d'une utilisation pour notre usage exclusif : usage industriel (8 % de l'eau consommée), énergétique (refroidissement des centrales : 11 %), consommation (15 %), etc. Le reste sert à l'agriculture (61 %, et jusqu'à 80 % dans certaines régions).

Nous considérons que toute l'eau est à la disposition de la société, sans penser que son rôle premier est d'irriguer la Nature. Nous avons donc imperméabilisé les sols, construit en zones inondables, remembré les terres agricoles en éliminant haies et bosquets, artificialisé les cours d'eau pour y pomper sans compter, réduit les milieux humides, confisqué l'eau pour des usages privés, dénaturé les bassins versants, etc. Résultat : en période de pluie, tout est inondé ; en période de sécheresse, l'écosystème meurt.

La question de l'eau est devenue le premier problème écologique actuel en France, et s'il n'y avait qu'une action possible à développer dans l'urgence et en y mettant tous nos moyens, ce serait de réhabiliter le réseau hydrographique de notre pays et revoir de fond en comble notre gestion nationale de l'eau. Or 40 % de nos cours d'eau sont dans un état critique. En vingt ans, la ressource en eau a diminué de 14 %, et certaines extrapolations donnent une baisse supplémentaire de 30 % des débits à l'horizon 2100.

Pour sauvegarder les réseaux hydrologiques, nous avons tendance à appliquer les méthodes dites « grises » (artificielles). Il existe pourtant des méthodes « vertes » ou SfN (solutions fondées sur la Nature) qui présentent de nombreux avantages, et en particulier de redistribuer l'eau dans tout l'écosystème. L'INRAE en donne une liste très détaillée (1) avec les résultats attendus tant pour la société que pour l'environnement. Citons les mesures naturelles de rétention d'eau (MNRE) introduites par la Commission européenne, la création de paysages « éponges », l'hydrologie régénérative, l'agriculture de conservation, l'installation de petits aménagements hydrauliques, l'agroforesterie, les infrastructures agroécologiques (IAE), la restauration des petits cours d'eau, la reforestation, le passage à l'échelle du bassin versant, etc.

Les solutions existent, à tous les niveaux. Mais elles exigent une transformation profonde de la liste des priorités de l'État, une reconsidération des motivations de nos sociétés, un bouleversement considérable de nos habitudes socio-économiques. En serons-nous capables ? ■

(1). *Zoé Reverdy, Nadia Carluer, Sabine Girard.* « Ralentir et conserver l'eau dans les têtes de bassin versant : enjeux, solutions et évaluation des effets hydrologiques. » *Sciences Eaux & Territoires,* n° 50 (2026), INRAE.

SOURCE : ÉDITIONS DE L'AUBE.



▲ Delphine Batho est députée des Deux-Sèvres et coordinatrice nationale du mouvement Génération Écologie.

Chronique des essais

J'suis dev'nu écolo, c'est la faute à Batho

par François Gerlotto.

Au secours ! Je suis en train de devenir écologiste ! C'est que, pour la première fois un(e) écologiste, Delphine Batho, nous dit ce que nous espérions entendre depuis longtemps. C'est dans son dernier livre, *La politique de la beauté,* et c'est en trois idées principales.

La première de ces idées, c'est un *mea culpa*. En effet, *« les mesures écologiques sont soutenues par 80 % des Françaises et des Français, mais l'écologie ne convainc pas dans les urnes ».* Delphine Batho incrimine la fusion, voulue par les principaux partis écologistes, des objectifs réels de l'écologie dans des positions sociétales et idéologiques : *« Nous devons nous adresser au cœur de la société française […] avec la volonté d'accueillir des milliers de citoyens et de citoyennes dans les rangs de l'écologie sans leur demander de tout savoir sur tout, de manger végan, d'être anticapitaliste ou je ne sais quoi. »*

L'écologie ne doit laisser personne sur le bord du chemin, alors qu'il y a *« une rupture de confiance avec l'écologie politique, particulièrement marquée avec nos concitoyens les moins aisés et les plus isolés, qui souffrent le plus de l'inaction écologique dans la vie quotidienne ».* S'y ajoute la critique d'un productivisme que ni la droite ni la gauche ne remettent en cause et qui contribue de façon majeure aux problèmes écologiques de la planète. La critique de la stratégie politique des écologistes est sévère et touche tous les domaines : économique, politique, social, défense, intégration, santé, etc.

Courage, les écologistes ! Rejoignez le comte de Paris, et faisons la Révolution ensemble pour une véritable « politique de la beauté » !

Une politique de la beauté comme boussole de l'écologie. – La deuxième idée est celle qui donne son titre au livre : il faut développer une *« politique de la beauté »,* qui *« doit être la boussole de l'écologie, [une] description du monde que nous voulons construire ».* Delphine Batho signale que, comme le pensait Roland Castro, la beauté est une question fondamentale, politique et démocratique. La beauté est un élément essentiel de notre bien-être. Et tout particulièrement en France, où le souci du paysage a toujours été capital pour ses paysans, *« qui ont su, avec le temps, manier habilement ces sols […] pour créer la fascinante multitude "d'agrosystèmes" de paysages qui attire tant les touristes et fait battre nos cœurs ».*

Delphine Batho donne à sa troisième idée un nom étrange : « France, République terrestre. » Voilà qui ressemble à cette recherche éperdue de nouveaux noms « communicants » (à déposer ?) pour des mouvements politiques : Place publique, Nouvelle Donne, En marche, La France insoumise, Debout la France, Horizons, Renaissance, etc. Une fois épuisée la curiosité sur ce nom, on comprend qu'il s'agit simplement de retrouver la vocation universaliste de la France et de sa culture, mais en incluant l'écologie dans ses messages : *« L'écologie doit revendiquer et porter une fierté nationale française pour la prolonger et la sublimer en force face à la folie du monde d'aujourd'hui. »* Et pour montrer à quel point *« l'écologie n'est pas extérieure à l'histoire de France »,* Delphine Batho dresse une liste de penseurs, savants, politiques, etc., qui ont marqué notre Histoire : Buffon, Olympe de Gouges, Colbert, Jean-Jacques Rousseau, Élisée Reclus, Victor Hugo...

À l'unisson du comte de Paris. – Voilà qui mène à deux réflexions. La première, c'est que, contrairement au sous-titre du livre de Delphine Batho, il ne s'agit en rien d'une *« nouvelle écologie »* : ces remarques, cette approche, le comte de Paris les répète sans se lasser depuis des années (1), presque dans les mêmes termes. Son *Manifeste pour une écologie politique* constatait déjà l'échec des écologistes : *« Les questions écologiques ont été confisquées dans notre*

pays – comme dans de nombreux autres – par des ''partis écologistes'', qui pour la plupart en dénaturent le message ; au lieu d'être l'affaire de tous, l'écologie devient celle d'un parti et d'une idéologie » (*Manifeste*) *; « Il ne faut pas se cacher que le souci de l'environnement conduit nécessairement vers la remise en cause du fonctionnement actuel de notre société et de son économie »* (*Manifeste*). Sur la beauté en écologie : *« En plus de son aspect apaisant pour l'esprit, la beauté d'un paysage est aussi l'indice de sa bonne santé »* (*Royaliste* n° 1321). Sur le rôle de la France : *« L'écologie politique doit placer l'Humanité au cœur de ses préoccupations »* (*Manifeste*) ; *« Il faut en premier lieu intégrer l'humain, et avoir une analyse globale, une réflexion solide. En France, nous avons cette chance-là »* (*Royaliste* n° 1306).

La députée des Deux-Sèvres rejoint donc les positions du comte de Paris. Voilà qui est encourageant pour nous, puisque nous retrouvons enfin chez des écologistes (Delphine Batho est coordinatrice nationale de Génération Écologie) des positions que nous tentons – difficilement – de rendre publiques en France depuis des décennies. Que le bon sens soit enfin au rendez-vous des écolos est une excellente nouvelle, et nous encourageons Delphine Batho à se rapprocher du comte de Paris, dont les positions sont proches des siennes.

Et même, s'il ne parle pas de *« République terrestre »*, le prince a, sur le rôle de notre pays, une approche assez similaire à celle de Delphine Batho : *« La France a toujours été une terre d'universalisme et de propositions pour le Monde »* (*Un Prince français*). *« Il nous revient de continuer et d'appliquer notre génie national dans ce domaine de l'écologie politique ; non pas seulement pour proposer au Monde des méthodes efficaces de transition écologique (même si nous devrons le faire) : pour remettre la Nature, dans toutes ses composantes, au cœur de l'action de l'Humanité. Si nous, les Français, ne le faisons pas, qui le fera ?»*

Jean, comte de Paris, le dit lui-même : *« La protection de l'environnement imposera à terme de passer d'une économie dont les ressorts sont la croissance effrénée de la production et l'accumulation, à une économie dont la finalité deviendrait le "plein développement des hommes" »* (*Manifeste*). Courage, les écologistes ! Ne vous laissez pas dérouter par une vieille communication rance sur la monarchie ; pensez plutôt à ce que les monarques font en Europe pour l'écologie ; rejoignez Jean, et faisons la Révolution ensemble pour une véritable *« politique de la beauté »* ! ■

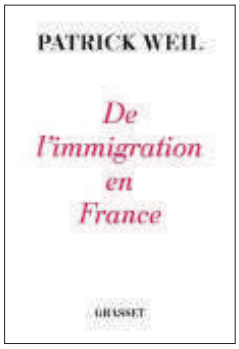
(1). *Manifeste pour une écologie politique* (2023), *Un Prince français* (Éditions Pygmalion, 2009), *Royaliste* n° 1321 ; entrevues dans *Royaliste* n° 1306 (septembre 2025), *Royaliste* n° 1321 (avril 2026).

► Delphine Batho, *La Politique de la beauté*, éd. de l'Aube, 2026.

Politique

De l'immigration en France

***De l'immigration en France*, par Patrick Weil, Grasset, 2026.**



Nous entrons dans une période électorale où les vrais problèmes qui se posent aux Français vont être occultés par des revendications politiciennes et où chaque parti va vociférer sur un sujet polémique qui le distingue des autres (1). Et dans le lot, l'immigration va se tailler la part du lion, puisqu'elle est un sujet de choix pour l'extrême gauche comme pour l'extrême droite. On entendra tout et son contraire : du *« grand remplacement »* par la submersion migratoire destructrice du pays, à la *« nouvelle France »* ouverte à tous sans aucune réserve ; du droit du sol universel au droit du sang strict, etc.

Il faut donc se prémunir contre les absurdités qui se répandent déjà si l'on veut pouvoir traiter sérieusement ce dossier difficile et important, et pour cela aller aux vraies sources, celles des chercheurs en démographie. Et cela tombe bien, un livre vient d'être publié par Patrick Weil, sur lequel nous pourrons nous appuyer.

Patrick Weil partage son livre en deux grandes parties. La première, « Refonder une politique migratoire en morceaux », nous fait pénétrer dans un monde en crises multiples, dont la plus criante est l'inadéquation entre l'inflation des décisions et la stagnation des moyens mis en œuvre pour les appliquer. Cela aboutit à une perte presque totale de crédibilité de l'Administration : *« 124 000 OQTF ont été prononcées en 2024, pour un taux d'exécution de 11,4 %. »*

Par ailleurs, les États ont transféré à l'Union européenne le contrôle de franchissement de leurs frontières, confié – moyennant finances – à nos voisins. Notons en passant que les récents événements de Ceuta nous montrent que ce transfert donne à ces voisins (Maroc, Turquie, etc.) des armes puissantes en cas de conflit avec les pays de l'UE.

Enfin, cette politique erratique ne prend pas en compte la réalité. Il n'y a pas de vision politique réelle sur le dossier de l'immigration. Résultat : entre droit d'asile, obligation de quitter le territoire français (OQTF), réglementation Schengen, regroupement familial, droit du sol, intégration, immigration estudiantine et professionnelle, laïcité, tout le monde s'y perd. Avec, d'un côté, *« des préfectures débordées et des dysfonctionnements structurels »* ; et, de l'autre, *« une politique migratoire sans boussole [...], sans moyens adéquats et sans vision d'ensemble ».*

Pour en sortir, Patrick Weil présente plusieurs propositions, en particulier de créer un ministère dédié et une administration réorganisée autour des vrais enjeux prioritaires.

Mais tout cela exige une bonne compréhension du dossier. C'est ce à quoi s'attache la deuxième partie du livre : « L'immigration : une histoire révélatrice du rejet de 1789. » Patrick Weil nous énumère, après un survol historique, quelques remarques de bon sens qu'il ►



IMAGE VIE PUBLIQUE CRÉÉE PAR FRANZI DRAWS.

nous faut garder en mémoire, à commencer par les contradictions entre discours et réalités : *« Ce qui rythme une partie de l'Histoire de France, c'est cette tension entre la proclamation des valeurs universelles et les pratiques de discrimination qui les violent. »* Il nous montre, chiffres à l'appui, que l'intégration est la norme, puisque les deux tiers des immigrés de deuxième génération fondent une famille au sein de la population générale. Mais la question religieuse, et spécifiquement l'islam, reste prégnante, même si *« installés comme citoyens dans la société française [...], les musulmans ne font pas parler d'eux, ils sont la preuve que le modèle français républicain fonctionne et que l'école publique [...] continue de faire son travail ».* Patrick Weil signale pourtant que *« le malaise largement partagé tient à l'absence d'explication claire des règles de la laïcité ».*

Terminons par cette déclaration opposée à la plupart des politiques d'immigration de nos partis et à laquelle on ne peut que souscrire : *« Quand on [est Français] avec une couleur de peau ou un nom qui vous différencie, on aspire de la part des autorités publiques, des employeurs, à l'égal respect, à l'indifférenciation. C'est une demande d'assimilation* stricto sensu*, l'exigence d'être traité en semblables. »*

En bref, si l'on n'est pas obligé de partager toutes ses propositions, ce petit livre qui remet les pendules à l'heure sera un bon outil pour vérifier la justesse ou la folie des positions des uns et des autres, lors de la prochaine présidentielle. ■

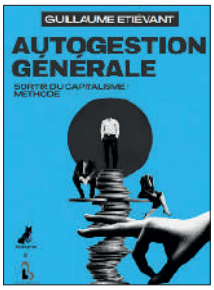
F. G.

(1). Voir par exemple *Royaliste* n° 1328.

Travail

Pour une autogestion générale

***Autogestion générale. Sortir du capitalisme : méthode,* par Guillaume Étiévant, Les Liens qui libèrent, mai 2026.**



L'ouvrage de Guillaume Étiévant est indispensable pour mieux appréhender la socialisation des entreprises face aux impasses du capitalisme financier. En s'appuyant sur des propositions concrètes, l'auteur défend une réappropriation progressive du travail par les salariés et pose les bases d'une véritable autogestion.

Après avoir évoqué les expériences autogestionnaires dans le cadre national et international et les pistes actuelles pour repenser la propriété d'entreprise, Guillaume Étiévant critique l'illusion d'une autogestion naïve. L'absence de hiérarchie formelle ne fait pas disparaître le pouvoir car elle peut, au contraire, dissimuler des rapports de domination et de l'épuisement professionnel. Pour mettre fin à ces déviances, l'auteur soutient fermement que le droit du travail doit continuer de s'appliquer pleinement, sans dérogation au nom d'une prétendue « autonomie ». Les syndicats demeurent également indispensables comme contre-pouvoirs indépendants. La démocratie interne doit quant à elle s'incarner dans des dispositifs tels que les mandats courts, la révocabilité permanente, la rotation des fonctions de coordination voire le recours au tirage au sort.

Guillaume Étiévant, expert auprès de comités sociaux et économiques et d'organisations syndicales, refuse le Grand Soir trop utopique et privilégie la possibilité d'une socialisation progressive. Pour cela, il propose la mise en place de dispositifs inspirés des fonds Meidner suédois, visant à transférer petit à petit des parts de capital aux fonds collectifs des salariés, afin de déposséder la caste actionnariale sans déstabiliser l'outil productif. Pour garantir la viabilité de ces structures, l'ouvrage préconise la création d'un pôle bancaire public et d'une caisse de solidarité interentreprises, alimentée par des cotisations obligatoires, capables de mutualiser les risques et d'offrir des financements à long terme hors des marchés financiers.

Toutefois, une telle transformation d'entreprise ne pourra se réaliser sans la mobilisation d'outils de protection économique et le retour à la souveraineté nationale. Ainsi, Guillaume Étiévant plaide pour la fin des dérives fiscales grâce à une taxation unitaire des multinationales et des audits indépendants sur les prix de transfert. Il prône la restauration d'un protectionnisme ciblé pour empêcher le dumping social et écologique venant de l'étranger. L'auteur pointe à ce titre l'incompatibilité radicale d'un tel programme avec les traités de l'UE, notamment l'article 63 du TFUE (traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) garantissant la libre circulation des capitaux. La rupture avec le cadre européen actuel en constitue le préalable politique indispensable.

Enfin, l'ouvrage souhaite rompre avec l'obsession de la croissance et l'illusion du « découplage » écologique. La planification économique doit s'organiser autour de la satisfaction des besoins réels, délibérés démocratiquement à toutes les échelles (du bassin de vie local à la nation). Pour diriger cette économie de manière transparente, l'auteur suggère la mise en œuvre de *« cybersoviets »* – des plateformes numériques participatives rendant visibles les flux, l'impact environnemental et les ressources disponibles – ainsi que l'institution d'une chambre représentative souveraine issue d'états généraux du travail, chargée de fixer les règles du jeu social et productif.

Si la gauche veut parvenir à convaincre les classes populaires, elle doit retrouver le chemin de la souveraineté collective et replacer la réappropriation du travail par l'autogestion au lieu de se cantonner à la taxation des riches. C'est en réapprenant à décider de leur production que les travailleurs sortiront de la résignation et retrouveront la capacité de gouverner la société tout entière. ■

NICOLAS MAXIME.



SOURCE : UNSPLASH. PHOTO : ADRIAN SULYOK.

▲ **Guillaume Étiévant prône un transfert progressif du capital aux salariés (photo d'illustration).**

DR.



Par Gérard Leclerc

Fin de la culture française ?

Les tristes résultats révélés par la dernière étude Pisa, (Programme international pour le suivi des performances scolaires des élèves) impose une réflexion de fond sur ce qu'il faut bien appeler l'échec de notre école. Cette réflexion a été amorcée depuis longtemps, ne serait-ce qu'au travers de la controverse sur le pédagogisme. Le petit livre de Sophie Audugé sur l'*Éducation nationale en perdition* permet de mesurer l'étendue du désastre en allant directement aux causes : *« L'effacement des figures d'autorité et l'instauration d'une relation pédagogique horizontale étaient censés garantir des apprentissages plus solides, mieux ancrés à une bonne estime de soi. La réalité est tout autre. Le niveau des élèves français s'effondre, tandis que leur santé mentale est en berne. Médecins, psychologues et spécialistes du développement avaient pourtant alerté. Les enfants et les adolescents ont besoin de limites claires pour se construire. »*

Comment ne pas mettre aussi en cause la gestion politique de l'éducation : *« Entre 1975 et 2025, 26 ministres se succèdent à l'Éducation nationale. Certains tentent de rétablir l'autorité et l'exigence académique. Sans s'attaquer aux causes profondes du déclin, ils échouent. Finalement, les 26 ministres n'excellent que dans un domaine, l'inflation bureaucratique. »* Mais on se doit de compléter cette analyse par le point de vue exprimé par Monique Canto-Sperber, ancienne directrice de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. De la place éminente qui fut la sienne, elle a pu constater le déclassement des professions enseignantes : *« Le salaire d'un jeune physicien au CNRS ou à l'Université est à peine supérieur au SMIC (trois fois moins que s'il était dans un institut Max-Planck en Allemagne). Celui d'un professeur au Collège de France est trois fois inférieur à celui d'un conseiller d'État, alors qu'ils étaient équivalents, il y a une cinquantaine d'années. Le tassement salarial des professions intellectuelles conforte ce sentiment de disqualification sociale. »* Pourquoi cet abaissement ? *« Aveuglement, manque de courage, défaut d'exigence : comme si la transmission de la culture française n'avait plus de valeur intrinsèque, comme si l'essentiel de l'esprit français, rigueur, lucidité, ironie avait été oublié. »*

Ce mépris de la culture s'exprime d'abord par le déclin de la lecture. Chacun est à même d'observer, ne serait-ce que dans les transports en commun, l'absence des lecteurs de livres. Il m'arrive de féliciter les rares personnes plongées dans un roman ou un essai : *« Ça fait tout de même plaisir de voir quelqu'un qui lit et dont les yeux ne sont pas seulement rivés sur l'écran d'un portable. »* Monique Canto-Sperber fait le même constat : *« La baisse des exigences scolaires en matière de lecture et surtout l'habitude d'une attention de surface liée à l'usage constant des outils numériques ont fait que les jeunes lecteurs éprouvent des difficultés avec la lecture orale et la compréhension des textes. Enfin, la disparition aussi lente qu'inexorable des Classiques français des programmes scolaires et des manifestations culturelles à destination du grand public a sans doute contribué à effacer la culture populaire... »*

J'aurais scrupule à résumer les pages magnifiques que l'auteur consacre au désir de lire avec une profusion de références. Je me permettrai d'en ajouter une qui résulte de la découverte d'un texte de Stefan Zweig, intitulé justement *Éloge du livre*. Zweig raconte l'expérience étonnante qui fut la sienne, en 1905, lors d'une croisière en Méditerranée. Il s'était pris d'amitié pour un jeune homme voué aux travaux de nettoyage du paquebot. Drôle, doué pour les imitations des travers de divers passagers, il avait toutes les qualités possibles. Cependant, le jour où il demande à l'écrivain de lui lire une lettre de sa fiancée, celui-ci comprend brusquement que son interlocuteur ne sait pas lire. D'où, chez lui, une prise de conscience brutale du dommage irréparable de la condition d'illettré : *« L'analphabète reste emmuré en lui-même parce qu'il ne connaît pas les livres. Il mène la morne existence d'un troglodyte. Je me demande comment il supporte cette vie isolée du reste du monde sans suffoquer, sans s'appauvrir. Comment ne se révolte-t-il pas contre le fait de ne pas savoir ce que l'œil et l'oreille saisissent incidemment. Comment peut-il respirer sans cette atmosphère d'un univers qui émane des livres. Je redoublais d'efforts pour me représenter la situation de celui qui ne sait pas lire, de celui qui est exclu du monde spirituel. Je m'appliquais à reconstruire sa façon de vivre, comme le savant reconstruit le genre d'existence d'un Patagon ou d'un homme de l'âge de pierre. »*

On pourrait cependant opposer à cela l'existence d'une culture orale qui n'est pas sans intérêt, puisque faute de culture écrite, ce sont justement la vue et l'ouïe qui sont sollicitées. Les constructeurs de cathédrales le savaient bien, qui offraient à tous la vue magnifique d'une Bible en images au moyen de la pierre et du vitrail. Mais nous n'en sommes plus là. Désormais, la possibilité d'accéder au monde par la lecture a élargi les perspectives en conférant au plus grand nombre l'accès à la culture la plus précieuse. Encore faut-il que celle-ci soit valorisée avec toutes ses ressources. Et ce n'est plus évident aujourd'hui. Monique Canto-Sperber en est à annoncer la fin de la culture française. Elle dénonce les dégâts irréversibles causés par l'intelligence artificielle. Le tableau qu'elle décrit est terrible. Pire que ce que Bernanos pouvait envisager dans *La France contre les robots*. *« Surtout la culture française sera devenue une culture à la carte, plus de références communes, plus de patrimoine partagé, plus de récits historiques scandés par l'évocation de moments fondateurs, d'évocations poignantes, plus de textes que tous auront lu et appris à lire de la même façon. Chacun sera élevé dans un monde de certitudes. embarqués dans ses récits constamment entretenus par les bribes d'informations et les réseaux sociaux auxquels il a accès. »*

Cet extrême pessimisme tient plutôt d'un avertissement, d'une mise en garde que d'un constat impitoyable dont sont déduites toutes les conséquences. On peut en discuter. J'en parlais avec une de mes petites-filles qui, grâce au Ciel, a gardé le goût de la lecture et dont l'établissement scolaire en province semble avoir sauvegardé quelques-unes des missions éducatives. Elle ne nie pas certaines dérives, tout en défendant l'intérêt de certains instruments dont il s'agit de se servir sans en devenir l'esclave. Elle a la chance d'aimer les livres depuis l'enfance et elle serait la première à adhérer à tout ce que Monique Canto-Sperber énonce, ne serait-ce que la relation directe entre la culture et la vérité, à cause d'un rapport d'extrême lucidité à l'égard du réel. *« La clarté de la langue, son caractère dramatique, la puissance des images, la concision, empreinte de radicalité et d'injustice au vu de l'ambiguïté du monde, ainsi que la formule qui tranche en sont les caractéristiques. »*

Autant de raisons pour aimer et célébrer notre culture française. Est-elle en péril de mort ? Rien de plus urgent que de se mobiliser pour la faire vivre. ■

► **Monique Canto-Sperber, *La fin de la culture française,* Albin Michel, 2026.**
► **Sophie Audugé, *L'Éducation nationale en perdition,* Fayard, 2026.**
► **Stefan Zweig, *Éloge du livre,* 1931, Archipoche, 2025.**

SOURCE : CITÉ DU VITRAIL. PHOTO : STUDIO OG



Charte-partie entre Thibaud IV, roi de Navarre, et la noblesse du royaume, réglementant la manière de prouver le statut des *infanzones*. ▲

Chronique des expositions

La Champagne au temps des comtes

par Alain Solari.

La Champagne a disparu dans la région Grand Est. À Troyes, l'exposition *Passavant le meilleur ! La Champagne au temps des comtes* rappelle les origines de son identité particulière.

Le Département de l'Aube, à l'origine de l'exposition, souhaite *« renforcer l'identité du département et de la région en développant, notamment, le sentiment d'appartenance de ses habitants »*. L'histoire de la Champagne, de ses origines au Xe siècle jusqu'à son rattachement au royaume de France en 1361, reste peu connue.

À Troyes, l'exposition est présentée au sein de l'Hôtel-Dieu qui abrite la Cité du Vitrail. Elle rassemble plus de 300 œuvres puisées dans des collections publiques et privées : documents d'archives, objets archéologiques, manuscrits médiévaux. S'y ajoutent des œuvres d'art, peintures, sculptures, tombeaux des comtes, pièces d'orfèvrerie, enluminures et une vingtaine de vitraux, conçus vers 1170-1180 pour la cathédrale de Troyes. L'exposition se déploie en plusieurs chapitres : Pouvoir et représentation du comte et de son lignage ; Administrer à distance, le comte entre Champagne et Navarre ; La société champenoise ; La Champagne, lieu de rencontre des hommes et des idées…

De comte de Champagne à roi de Navarre. – Les Thibaudiens, qui appartiennent à la haute aristocratie, constituent une principauté qui prend en étau le domaine royal. Après avoir représenté une menace pour les Capétiens aux XIe et XIIe siècles, ils deviendront leurs alliés face aux Plantagenêts.

Le succès des foires assure la prospérité de la société champenoise des XIIe-XIIIe siècles. Le comté est alors le cœur économico-financier de l'Occident.

Le comté de Champagne relève depuis le début du XIe siècle du patrimoine de la maison de Blois. Vassal du Capétien, le comte appartient au collège des douze pairs du royaume entourant le nouveau souverain lors de la cérémonie du sacre et dont il tient la bannière. En 1019, meurt un certain Étienne, comte de Troyes et de Meaux. Ses biens reviennent, à la suite d'un conflit avec le roi, à un petit cousin, le comte de Tours, Blois, Chartres et Châteaudun, Eudes II. En 1037, Eudes II se trouve à la tête d'un immense territoire qui enserre en grande partie le domaine royal avec, à l'ouest, ses possessions sur la Loire et, à l'est, Troyes, Meaux, Vitry et la châtellenie de Provins.

Peu après 1089, le comte Étienne-Henri constitue pour son frère Hugues un premier comté de Champagne. En 1152, à la mort de Thibaud II, son fils aîné Henri le Libéral, inversant la tradition familiale, abandonne à ses frères, qui deviennent ses vassaux, les possessions de la Loire. Il se réserve les territoires à l'est du domaine royal et prend le titre de comte de Troyes. Thibaud IV prend, en 1217, le titre de comte palatin de Champagne et Brie. À la mort du roi Sanche VII en avril 1234, la noblesse navarraise fait appel à son neveu, le comte de Champagne. Thibaud IV acquiert ainsi en Navarre un titre royal longtemps convoité.

Troyes est un lieu de résidence privilégié des Thibaudiens dont la cour est itinérante. Cette mobilité constitue un instrument de gouvernement permettant de recueillir l'hommage des vassaux. Si leurs préférences vont aux palais de Troyes et de Provins, ils séjournent aussi à Vitry, Sézanne, Bar-sur-Aube ou Nogent-sur-Seine. À partir de 1234, ils résident régulièrement en Navarre. Enfin, Thibaud V, gendre de Saint Louis, fait construire un hôtel à Paris, le Séjour de Navarre.

Afin de gouverner une province aussi riche et peuplée que la Champagne, les Thibaudiens s'appuient sur leurs barons. Ces derniers composent leur cour et se chargent des principaux offices, à l'image des Traînel puis des Châtillon. Les comtes s'appuient aussi sur leurs châtelains, pré-

vôts et baillis qui exercent une part du pouvoir militaire, fiscal et judiciaire. En cas d'absence prolongée, le comte confie les affaires courantes à un gouverneur, comme il le fait avec Jean III de Thourotte, entre 1237 et 1251.

Un mariage scelle le destin champenois. – La société du comté est marquée par une aristocratie puissante ainsi que par un grand nombre d'établissements religieux : églises paroissiales et cathédrales, collégiales, abbayes et prieurés, couvents, commanderies militaires, hôtel-Dieu. Comme partout ailleurs, la plupart des évêques champenois sont issus de l'aristocratie. Deux Champenois, Eudes de Châtillon et Jacques Pantaléon, sont élus papes sous les noms de Urbain II (1088-1099) et Urbain IV (1261-1264). Des ordres religieux s'épanouissent sur ce domaine (Cisterciens, Chartreux, Prémontrés, Templiers, Teutoniques, Mendiants…) à la faveur de la protection comtale et d'une conjonction intellectuelle inédite liée à la présence de personnalités majeures comme Bernard de Clairvaux, Abélard ou Hugues de Payns…

Enfin, les comtes et comtesses de Champagne accueillent, à Troyes et Provins, une cour littéraire où brille Chrétien de Troyes.

Le succès des foires explique en partie la prospérité de la société champenoise des XII^e^-XIII^e^ siècles. Le comté est le cœur économico-financier de l'Occident. Un cycle annuel de foires permet aux marchands italiens, flamands, allemands ou anglais de se retrouver à Lagny, Bar-sur-Aube, Provins et Troyes. Les comtes protègent de leur *conduit* ceux qui se rendent en Champagne. Les gardes des foires arbitrent les conflits entre marchands ou changeurs et authentifient leurs transactions grâce à un sceau spécial. Des foires d'échelle régionale ou locale créées par le pouvoir comtal, dans dix-huit localités, renforcent le maillage commercial du comté.

Le rattachement au royaume de France survient grâce à un mariage. En 1274, à la mort d'Henri III de Champagne (Henri 1^er^ de Navarre), sa fille Jeanne de Navarre est mineure. S'ouvre une régence durant laquelle l'influence capétienne s'accroît sur le comté de Champagne, d'autant que Philippe le Bel, à qui Jeanne a été promise dès 1275, devient l'héritier du trône de France en 1276. La tutelle des Capétiens se manifeste par l'arrivée d'hommes à leur service, comme Guillaume de Mussy, et par la mise en œuvre de nouvelles pratiques administratives.

Le mariage entre Jeanne et Philippe (1284), puis l'avènement de Philippe IV le Bel (1285) ouvrent la voie à l'annexion du comté au domaine royal, officialisée en 1361. ■

►*Passavant le meilleur ! La Champagne au temps des comtes,* jusqu'au 31 octobre 2026. Cité du Vitrail, Hôtel-Dieu-le-Comte, 31, quai des Comtes-de-Champagne, Troyes.

Cinéma

L'homme qui ne voulait pas être Dieu

Dans *L'Odyssée*, Christopher Nolan prête à Ulysse des sentiments trop humains ? On l'en a blâmé à tort. Cet Ulysse déchiré, refusant l'immortalité pour retrouver Ithaque, est celui-là même d'Homère : plus attaché à son humanité que l'homme d'aujourd'hui.

Du film envoûtant de Christopher Nolan, on a contesté plusieurs angles et créé ainsi des controverses hors de propos. La première est de reprocher au réalisateur d'avoir prêté à son Ulysse des sentiments trop compassionnels, trop modernes, pour un rude guerrier qui combat 700 ou 800 ans avant Jésus-Christ. Il serait absurde, dit-on, de prêter à Ulysse ces sentiments de remords qui ne cessent, chez Nolan, de le poursuivre, à la fois pour le carnage global perpétré à Troie et pour les sacrifices qu'il a dû faire parmi ses soldats pour assurer le succès de ses entreprises ou la survie de son équipage.

Ulysse serait, prétend-on, confondu avec ces militaires d'aujourd'hui, pétris – en principe du moins – de culture humaniste (chrétienne ou post-chrétienne) et dont on ne cesse d'évoquer les troubles post-traumatiques, les cauchemars, les consciences tourmentées. Voire ! Ceux qui écrivent cela, que savent-ils de la pensée des guerriers de ces temps reculés et qu'on suppose si farouches et si différents du nôtre ? Mais surtout, ont-ils vraiment lu *L'Odyssée* ?

Les lourds sanglots d'Ulysse. – Le reproche est d'autant plus vain que les figures de *L'Iliade* et de *L'Odyssée* n'ont cessé d'être transformées par les plus grands auteurs pour les adapter aux interrogations de leur époque. Pour ne prendre qu'un prestigieux exemple, pensons à Racine et à son *Andromaque*, habitée par les remords du fils d'Achille, Pyrrhus – lequel est pourtant l'un des personnages de *L'Odyssée* qui en paraît le moins susceptible : car Ulysse le décrit, lors de son prodigieux passage aux Enfers (chant XI) – passage qui, repris par Nolan, est l'un des sommets du film – comme le plus insensible, le plus meurtrier, le plus implacable de tous les Achéens.

Nolan n'a pas besoin de franchir autant de distance que notre illustre tragédien pour peindre son Ulysse ; car ceux qui connaissent le texte d'Homère savent qu'Ulysse est décrit, dans *L'Odyssée* même, comme un personnage essentiellement torturé et qui, anticipant le Pyrrhus racinien, ne cesse de revivre cette même *« nuit cruelle »*, où la *« victoire incite au meurtre et confond les coups »* et laisse derrière elle non une traînée de gloire, mais de cendre, *« un fleuve teint de sang, des campagnes désertes »*.

Non, l'Ulysse de Nolan n'est pas trop humain pour un homme du VIII^e^ siècle avant Jésus-Christ.

Quand, après un naufrage, Ulysse est recueilli, brisé et nu, par les Phéaciens et leur prospère roi, Alkinoos, lequel ne sait rien de l'identité de celui auquel il porte secours, c'est pour lui une indicible souffrance que d'entendre un aède chanter les récits de la guerre de Troie et ses propres exploits ; car leur histoire s'est déjà répandue dans toute la Grèce pendant sa longue dérive en mer. Mais, loin d'y voir les prémices de sa future renommée, Ulysse ressent chacun de ces chants comme autant de peines, qui progressivement le submergent. D'abord, Ulysse, qui veut garder son anonymat, parvient à cacher ses premières larmes au moyen de son écharpe. Mais quand l'aède, poursuivant ses récits, parvient à l'épisode final de la guerre de Troie, il lui est de plus en plus difficile de contenir ses pleurs. À ce moment, dit *L'Odyssée*, *« Ulysse faiblis-* ►



PHOTO : MELINDA SUE GORDON/UNIVERSAL PICTURES.

▲ Avec *L'Odyssée,* le réalisateur Christopher Nolan revisite le poème fondateur de la civilisation grecque.

sait : les larmes inondaient ses joues sous ses paupières ». Et quelles scènes viennent à son esprit ? *« La femme qui pleure ainsi, jetée sur son époux, quand il tombe au-devant de ses murs et de son peuple, pour écarter de sa cité, de ses enfants, la journée sans merci. »* Le film et ses images de la chute de Troie sont un formidable et fidèle écho à cette poignante scène.

À ce moment du chant de l'aède, Ulysse éclate *« en lourds sanglots »* et Alkinoos commence à s'interroger sur cet inconnu. Il fait taire l'aède, se tourne vers l'anonyme et lui demande : *« Dis-moi ton nom, sans feinte, et pourquoi tu pleurais, pourquoi ce chagrin qui remplissait ton âme en entendant le sort des héros achéens et des habitants d'Ilion ? »* Et c'est alors qu'Ulysse est obligé de révéler son nom et de prononcer son propre récit : c'est le vrai départ du dit des aventures tragiques et fantastiques, peuplées de monstres et de fantômes, du vainqueur maudit et sans cesse égaré.

L'humanité comme choix. – Non, l'Ulysse de Nolan n'est pas trop humain pour un homme du VIII[e] siècle avant J.-C. Car cet homme dans Homère est peut-être encore plus attaché à son humanité que l'individu d'aujourd'hui. Qui, à l'heure présente, refuserait l'immortalité et surtout l'éternelle jeunesse que promettent à Ulysse la reine des sorcières Circé, puis, chaque jour pendant des années, pour tenter de le garder à ses côtés, la reine des beautés Calypso ? Mais Ulysse refuse : ce qu'il veut, c'est retrouver son foyer, son vieux père, sa Pénélope, son Télémaque, ses servantes et serviteurs. Bref, toute l'humanité qu'il a quittée depuis si longtemps. Il dit ainsi à Calypso (chant V) : *« Déesse vénérée, écoute et me pardonne. Toute sage qu'elle est, Pénélope auprès de toi est sans grandeur et sans beauté ; ce n'est qu'une mortelle, et toi tu ne connaîtras jamais ni l'âge ni la mort… et pourtant le seul vœu que je fasse chaque jour est de rentrer là-bas, de voir en mon logis la journée du retour ! Et s'il me faut pour cela traverser de nouveaux tourments, eh bien soit ! J'ai déjà tant souffert, j'ai déjà tant peiné sur les flots, à la guerre ! S'il y faut un surcroît de peine, qu'il m'advienne ! »*

Dans l'un des meilleurs contes de Kipling, deux soldats de l'armée britannique des Indes, à demi-déserteurs et à demi-aventuriers, décident de voler un trésor caché dans une des vallées les plus sauvages d'Afghanistan ; mais l'un, accidentellement pris pour un Dieu par une tribu de ce bout du monde, commence à croire qu'un véritable Dieu lui a fixé un destin extraordinaire. Et, se prenant au jeu, il se met à régner sur ladite tribu ; il oublie toute idée de revenir riche en Angleterre, et comme son compagnon le presse de cesser la comédie et de s'enfuir avec l'or, il répond : *« Non, je veux être Roi, Roi pour toujours, et accomplir la mystérieuse volonté du Ciel. »*

Paradoxalement, l'aventurier quasi contemporain de Kipling est le contraire du roi d'Ithaque bien campé par Nolan. C'est Ulysse, l'humain intégral et tourmenté, qui, comme le marcheur souffrant de Giacometti, poursuit sa route d'un pas décidé. D'un pas d'homme qui refuse d'être Dieu. ■

PIERRE SANDEMAN.

► Ch. Nolan, *L'Odyssée*, film américano-britannique avec Matt Damon, 2026.

Chanson

Catherine Ringer, sincère et populaire

Tout a été dit, lors de son décès le 14 septembre, sur celle qui était la moitié des Rita Mitsouko. Insolence, caractère bien trempé, fougue post-punk, professionnalisme, rigueur, voilà ce que retiennent les journalistes et les artistes qui l'ont côtoyée.

Pour l'avoir rencontrée lors d'un de ses passages en province en 2019, où elle avait repris les grands titres des Rita Mitsouko, je me souviens d'une femme extrêmement affable, sincère et à l'écoute attentive des fans qui avaient la chance de la croiser. Et plus particulièrement lors de son séjour dans cet hôtel de périphérie lorsqu'elle se prêta volontiers aux prises de selfies avec les personnels de chambre. Sa simplicité non feinte faisait plaisir à voir. Au-delà du paraître, elle prenait volontiers le temps d'une conversation amicale et authentique lors de ces rencontres d'un jour.

Elle laissait son mépris aux puissants, et c'est avec plaisir que nous avons pu revoir et savourer les images de sa rencontre avec le président Macron, le 8 mars 2024 place Vendôme à Paris, où elle avait refusé une bise présidentielle à l'issue de la cérémonie publique scellant l'inscription de l'IVG dans la Constitution. Elle venait d'interpréter une version revisitée de *La Marseillaise. « Je ne suis pas son pote et lui non plus »*, avait-elle déclaré, ajoutant : *« Lui faire la bise… aurait été l'expression d'un copinage qui n'était pas juste. »*

Ses chansons sont de ces airs entêtants qui nous mettent en joie, et ne doutons pas qu'elles continueront à nous accompagner encore longtemps, de *Marcia Baïla* à *Andy* en passant par *Les Histoires d'A*. Nous n'oublierons pas non plus les duos mythiques avec Marc Lavoine, Bernard Lavilliers et Christine and the Queens lors d'un légendaire *Taratata*.

« Catherine Mitsouko » est donc partie en cette triste journée de septembre sur la pointe des pieds avec pudeur rejoindre « Fred Rita », pour faire chanter et danser tous les anges du ciel. ■

D.-J. HELLER.

Les expositions

■ **Paris, Grand Palais. –** L'exposition ***Cézanne et nous*** est consacrée à l'héritage artistique du peintre. Près de 180 œuvres retracent la manière dont son travail a été découvert, interprété et transformé, de la fin du XIX[e] siècle à nos jours. L'exposition met en lumière une histoire complexe faite d'appropriations, de filiations et de tensions esthétiques.
Jusqu'au 17 janvier 2027.

■ **Paris, musée Jacquemart-André. –** Le musée met à l'honneur l'un des principaux acteurs de la Renaissance italienne, ***Jacopo Robusti, dit le Tintoret (1518-1594)***. Son exposition présente un panorama de l'ensemble de la carrière du peintre et montre comment son héritage artistique s'étend au-delà des siècles et des frontières.
Jusqu'au 24 janvier 2027.

■ **Château de Sceaux. –** Le musée départemental consacre une grande exposition à ***Marie-Caroline, duchesse de Berry, princesse rebelle***. Elle réunit près de 120 œuvres pour une immersion au cœur de la France post-révolutionnaire à travers le destin de la duchesse, dans une époque où les femmes étaient largement exclues du champ politique.
Jusqu'au 14 février 2027.

■ **Paris, musée d'Orsay. –** Pour marquer le centième anniversaire de la mort de l'artiste, le musée organise une exposition consacrée à ***Mary Cassatt, l'indépendante (1844-1926),*** membre actif du groupe impressionniste. L'exposition examine la place centrale de l'artiste parvenue à se forger une identité dans l'histoire de l'art de la fin du XIX[e] siècle et du début du XX[e], de part et d'autre de l'Atlantique.
Du 6 octobre 2026 au 31 janvier 2027.

■ **Paris, musée du Louvre. –** ***Francisco de Zurbarán (1598-1664)*** compte, avec Diego Velázquez et Bartolomé Esteban Murillo, parmi les peintres espagnols les plus importants du XVII[e] siècle. La National Gallery de Londres, le musée du Louvre et l'Art Institute de Chicago se sont unis pour proposer une rétrospective qui permettra de revoir sa peinture, de mieux la comprendre et d'observer la force plastique de ses compositions.
Du 7 octobre 2026 au 25 janvier 2027.

A. S.





SOURCE : PALAIS PRINCIER DE MONACO.

▲ Léon XIV et le prince Albert II, lors de la visite d'État du souverain pontife à Monaco, le 28 mars.

La principauté de Monaco et la Cité du Vatican

La diplomatie des deux plus petits États

par Denis Cribier.

En 2026, les échanges entre Léon XIV, Albert II et Felipe VI ont donné un relief particulier aux défis méditerranéens : tensions migratoires, préoccupations écologiques et climatiques, identités et dialogue interreligieux. Nous ouvrons une série d'articles avec la visite du pape à Monaco ; les prochains numéros reviendront sur les deux autres rencontres qui ont jalonné ce cycle diplomatique.

Pour le Vatican, Monaco et l'Espagne, 2026 restera une année singulière. Malgré leur différence d'échelle et de statut, ces trois États exercent une autorité diplomatique, symbolique ou spirituelle qui porte bien au-delà de leurs frontières. Leurs liens anciens ont ainsi dessiné, au fil des mois, un triptyque inédit.

Trois visites d'État en ont marqué les étapes : celle du pape Léon XIV auprès du prince Albert II de Monaco, puis celle du souverain monégasque auprès du roi Felipe VI, avant la rencontre entre le pontife et le monarque espagnol. Plus que de simples rendez-vous protocolaires, ces échanges ont ravivé une mémoire historique partagée et fait entendre des positions politiques convergentes. Ils ont surtout affirmé l'ambition de ces trois États de contribuer à la stabilité d'une région en pleine recomposition.

Rayonnement mondial. – Le pape Léon XIV était tout d'abord invité officiellement à se rendre en principauté de Monaco par le prince Albert II, reçu lui-même au Vatican le 17 janvier 2026. Ce fut, le 28 mars, la première visite d'un souverain pontife dans l'histoire séculaire de la principauté, et à ce titre, un événement exceptionnel, dont les deux chefs d'État ont mesuré l'impact médiatique. Bien qu'il s'agisse du renforcement de liens diplomatiques entre les deux plus petits États souverains du monde, la Cité du Vatican tout comme la principauté de Monaco bénéficient d'un rayonnement mondial, sans commune mesure avec la superficie respective de leur territoire (0,44 km² pour le Vatican, 2,02 km² pour Monaco) ni avec leur puissance.

« Ce sont souvent les plus petits qui font l'histoire » : Léon XIV a invité la principauté à utiliser le « don de la petitesse », couplé à son héritage spirituel, pour rayonner positivement.

Aussi bien le pape Léon XIV, également chef spirituel d'environ 1,5 milliard de catholiques dans le monde (soit près de 18 % de la population mondiale), que le prince Albert II disposent d'un réseau diplomatique dense à travers le globe, comme facteur de paix et de dialogue entre les nations. Ce qui compte tout autant, sinon plus qu'une puissance territoriale, économique ou militaire. De surcroît, les deux souverains œuvrent dans la durée, sur le long terme, dans la continuité et la stabilité : des atouts non négligeables en ces temps d'intenses mutations.

Resituer la visite du pape à Monaco, c'est tout d'abord se rappeler quelques faits historiques : au Moyen Âge, le conflit entre la papauté et le Saint-Empire romain germanique voit s'affronter les partisans du pape (Guelfes), aux Gibelins impériaux. Les Grimaldi sont des Guelfes. En 1524, le pape Clément VII reconnaît officiellement la souveraineté des Grimaldi sur le rocher de Monaco. En 1886, Monaco devient un diocèse directement lié au Saint-Siège.

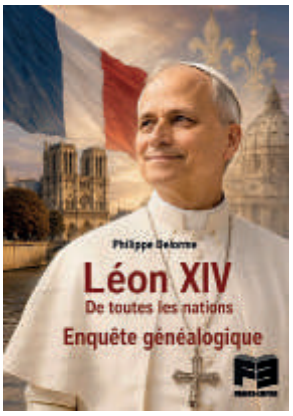
Le 15 juillet 1981, les deux micro-États créent des relations diplomatiques par un accord bilatéral : le diocèse est élevé au rang d'archidiocèse, Mgr Charles-Amarin Brand est nommé archevêque de Monaco, tandis qu'est créée une nonciature apostolique (ambassade du Saint-Siège) avec la nomination d'un délégué apostolique, mais non résident (Rome étant à une heure de vol de Monaco). En 2006, un nonce apostolique (ambassadeur du Saint-Siège), non résident, est accrédité à Monaco. Désormais, comme dans la plupart des pays catholiques, le nonce obtient la préséance protocolaire sur les autres ambassadeurs dans la principauté.

Le prince Albert II a accueilli le pape en insistant sur la responsabilité morale commune des États de Méditerranée *« face aux défis climatiques et aux drames humains qui se jouent sur ses rivages »*. Le souverain pontife, lui, a salué *« l'exemplarité d'un pays qui, par sa stabilité et son ouverture, contribue à la paix dans la région…et qui, malgré sa taille, porte une vision universelle »*. Le prince a également souligné la ▸

place du catholicisme à Monaco, religion d'État, guidant le chemin et l'identité de la communauté monégasque. Il a insisté sur la convergence de vues entre Monaco et le Vatican, notamment en matière de défense de la paix, de protection de la vie humaine et de sauvegarde de la « maison commune » à travers l'écologie intégrale, fidèle à son rôle de défenseur des océans.

Ne pas se perdre dans le matérialisme. – La principauté, souvent associée à la richesse de ses résidents, exemptés fiscaux, a également été interpellée, et à travers elle, les fortunes mondiales, par une dénonciation du pape, du creusement des *« abîmes entre pauvres et riches, entre privilégiés et rejetés »,* en déclarant : *« Tout talent, toute opportunité et tout bien confié à nos mains a une destination universelle ; il porte en lui l'exigence intrinsèque de ne pas être retenu mais partagé, afin que la vie de chacun s'améliore. »* Le pape a invité la société monégasque à ne pas se perdre dans le matérialisme, tout en pointant le repli européen, et a mis en garde contre *« un climat généralisé de fermeture et d'autosuffisance ».* Il a confié une mission doctrinale à Monaco, afin que la principauté devienne un laboratoire destiné à approfondir la doctrine sociale de l'Église et à élaborer des pratiques de solidarité, tant locales qu'internationales.

En critiquant les époques où domine *« la logique de la toute-puissance »* qui blesse le monde et compromet la paix, rappelant que, dans la Bible, *« ce sont souvent les plus petits qui font l'histoire »,* Léon XIV a invité la principauté à utiliser le *« don de la petitesse »,* couplé à son héritage spirituel, pour rayonner positivement. Un gage de reconnaissance pour un État sans puissance militaire, exerçant cependant une réelle puissance morale, qui s'est conclu par une grand-messe au stade Louis II de Monaco, devant près de 15 000 personnes, en présence de nombreux jeunes de toutes nationalités. ■



Commandez à votre librairie l'édition augmentée de la généalogie du Pape, où notre ami Philippe Delorme débusque ses ancêtre monégasques ! ***Léon XIV, de toutes les nations,*** éditions France-Empire, Salvator-diffusion : 20 euros. https://www.librairiegaylussac.fr/qui-est-leon-xiv/

Dynasties

Focus sur le Yémen royaliste



WIKIPEDIA.

▲ **Mohammed al-Badr fut le dernier roi du royaume mutawakkilite du Yémen (photographié ici en 1962).**

Le focus sur les Houthis est trompeur, ou plutôt il induit à des amalgames qui doivent être décryptés soigneusement. Pour l'ancienne génération, on ne parlait, à propos du Yémen, que de « royalistes » au nord et de « marxistes » au sud, puisqu'il y avait deux Yémen : celui de l'Empire ottoman, indépendant en 1918, et celui du protectorat britannique à Aden jusqu'en 1967.

Royaliste, le Yémen (en réalité le royaume de Sa'ada au nord) l'était symboliquement depuis l'an 740 et politiquement depuis 897. Soixante-treize imams se sont succédé jusque, officiellement, l'abolition de la monarchie le 27 septembre 1962. La dernière dynastie dite Mutawakkil ne compte que trois titulaires : Mohamed Hamid el-din Mutawakkil al-Allah, de 1904-1918 à 1948 (assassiné) ; son fils Ahmed ben Yahya, de 1948 à 1962 (assassiné) ; le fils de celui-ci, Mohamed al-Badr, de 1962 à 1970, couvrant les années de guerre civile entre « royalistes » avec l'appui des Saoudiens, et « républicains » soutenus par l'armée égyptienne de Nasser. Le 1er novembre 1970, les Saoudiens lâchent les royalistes et le roi déchu quitte le Yémen pour le Royaume-Uni où il finira sa vie en exil, dans le Kent en 1996. Un de ses fils a été aperçu au Yémen en 2014 mais personne ne semble se revendiquer de l'ancienne monarchie.

Le problème n'en subsiste pas moins. En fait de monarchie, le mode de gouvernement avait pour forme l'imamat. Plutôt qu'un système territorial ou tribaliste, il s'agissait d'une organisation fondée sur le zaydisme auquel adhérait tout le nord, mais étranger au sud demeuré sunnite de tendance chaféite comme en Égypte. Le zaydisme, comme le chiisme et l'ibadisme, différait sur plusieurs points dont, historiquement, la qualité des premiers califes et leur succession. Si l'ibadisme en Oman avait tranché dans un sens démocratique (voir *Royaliste* n° 1328), le zaydisme entendait réserver la fonction à une aristocratie dite hachémite, ou « sa'ada » du nom même de la capitale. Les zaydites ne reconnaissaient donc aucun calife après les quatre premiers (au contraire des chiites dits duodécimains ou des ismaéliens septicémains). Ils se sont donc toujours gouvernés dans une totale indépendance.

À partir de 1970, se pose la question d'un imamat sans imam. Un parti, Al-Haqq, prend la défense des zaydites au sein de la République. Puis il y a une maturation théologique due à Hussein Badr al-din al-Houthi, qui a étudié au Soudan ; radicalisé, il va susciter une dissidence du parti Al-Haqq, *« la jeunesse croyante ».* Il est assassiné en 2004. Son frère, Abdul-Malik al-Houthi, à la tête du mouvement, qui n'est appelé Houthi que par facilité, officiellement dénommé Ansar Allah (Partisans de Dieu) sur le modèle du Hezbollah libanais, exerce *de facto* la fonction d'imam dans la théorie de l'imamat.

L'hostilité à l'Arabie saoudite qui, dans une guerre en 1934, avait déjà acquis deux provinces du nord Yémen, revendiquées depuis, provient surtout, bien avant la guerre d'invasion de 2015, d'un prosélytisme salafiste très appuyé qui prétendait se substituer aux croyances zaïdites, ce que des experts qualifient de *« sunnisation »* du zaydisme. À l'inverse, les (rares) spécialistes de terrain notent une tendance à rapprocher les pratiques religieuses du zaydisme de celles du chiisme iranien, étrangères aux coutumes locales. ■

MARIE -JO YORK.

La Maison de France

■ **La Maison de France et la visite du Pape. –** Dans un communiqué publié mercredi 23 septembre sur ses réseaux sociaux, Monseigneur le comte de Paris a écrit qu'il allait assister *« avec sa famille à plusieurs temps forts de la venue du Saint-Père à Lourdes, dont la veillée à la grotte, le samedi 26 septembre, à la messe au sanctuaire et à la procession aux flambeaux le dimanche 27 septembre ».* Il a annoncé également que Monseigneur le duc d'Angoulême allait se rendre *« en famille au Stade de France, le vendredi 25 septembre, et à la messe solennelle, place de la Concorde, le samedi 26 septembre ».*

■ **Le comte de Paris à Béziers. –** Monseigneur le comte de Paris s'est rendu à Béziers (Hérault), le jeudi 10 septembre, pour donner, au palais des congrès, une conférence sur l'histoire du droit et plus précisément les lois fondamentales du royaume.

À cette occasion, il a déclaré : *« Quand on voit des modèles comme le Danemark, l'Espagne ou même le Royaume-Uni si bien fonctionner, on imagine qu'il pourrait y avoir l'équivalent en France. »* Le prince s'est dit *« ouvert à une monarchie de type constitutionnel »* et s'est présenté à la presse comme un *« Prince de France vivant au rythme de son pays ».*


Midi Libre

Descendant de Saint-Louis et Louis Philippe : Jean d'Orléans, le comte de Paris était à Béziers pour une conférence sur l'histoire du droit

Le comte de Paris a également accordé un entretien au quotidien régional *Midi libre,* à retrouver sous ce lien.

https://www.midilibre.fr/2026/09/11/descendant-de-saint-louis-et-louis-philippe-jean-dorleans-le-comte-de-paris-etait-a-beziers-pour-une-conference-sur-lhistoire-du-droit-13544757.php

■ **Le duc d'Angoulême à Thiron-Gardais. –** À l'occasion des Journées européennes du Patrimoine, Eudes d'Orléans, duc d'Angoulême, frère du comte de Paris, a participé, le samedi 19 septembre, aux *Rencontres des Métiers d'Art du Patrimoine* au Collège royal et militaire de Thiron-Gardais (Eure-et-Loir), à l'invitation de Stéphane Bern. Il était accompagné de la duchesse d'Angoulême. Entouré notamment de la princesse Yasmine Murat, il a consacré son intervention à un enjeu essentiel : la transmission des savoir-faire qui font vivre notre patrimoine.

Un moment placé sous le signe de la passion, de la transmission et de la préservation de nos métiers d'art.

Le prince Eudes tient depuis quelques mois un blog très nourri sur la plateforme substrack https://lafrancedansletempslong.substack.com/ avec des interventions régulières sur l'Histoire de France sous le titre général *« La France dans le temps long ».*


▲ **Le prince Eudes et son épouse Marie-Liesse, en compagnie de la princesse Yasmine Murat et de Stéphane Bern.**

Parmi ces dernières chroniques : « Ferdinand d'Orléans ou la monarchie interrompue », « La Vendée, blessure ouverte », « Le consentement oublié », « La France n'est pas en train de mourir. », La France et l'éternelle tentation de la faillite. » ... qui font l'objet de conférences à l'occasion notamment de séminaires en entreprises. Nul doute que ces réflexions passionneront aussi les lecteurs de *Royaliste.*

■ **Association Gens de France**

Gens de France est une association que Mgr le comte de Paris a créée pour favoriser, autour de la Maison de France, la relation entre les personnes et contribuer, par ses actions, au bien de la France et à son rayonnement à l'étranger. Grâce aux bonnes volontés qu'elle rassemble, l'association soutient le Prince dans ses engagements au service de notre pays, dans les territoires, au niveau national ou à l'étranger, dans des domaines aussi variés que le patrimoine, l'environnement, le handicap ou la défense.

Pour adhérer à l'association Gens de France, suivre le lien : https://comtedeparis.com

Événements

■ **Le prix Saint-Simon remis à Juan Carlos Ier. –** Dimanche 20 septembre, dans le cadre de la Fête des livres de La Ferté-Vidame (Eure-et-Loir), le 51e prix littéraire Saint-Simon a été décerné à Juan Carlos pour ses mémoires *Réconciliation,* co-


© DENIS CRIBIER.

écrites avec Laurence Debray, historienne et autrice, et parues en 2025 chez Stock.

Trois infantes accompagnaient l'ex-souverain lors de cette cérémonie : Elena, sa fille aînée et sœur du roi Felipe et deux de ses petites-filles, Victoria, fille de cette dernière, et Irène, fille de l'infante Cristina. Plus de 400 personnes, de nombreux photographes et trois équipes de télévision espagnole, ont assisté à l'événement.

Rappelons que le 11 avril 2026, à l'occasion des 35es Journées du livre politique à l'Assemblée nationale à Paris, le roi Juan Carlos et sa biographe Laurence Debray avaient reçu le prix spécial du livre politique pour ces mémoires.

La Nouvelle Action royaliste

■ Notre souscription pour 2026

Notre souscription a fait l'objet d'un insert diffusé à l'ensemble de nos lecteurs avec notre n° 1319. Nous avons besoin cette année de 10 000 euros pour poursuivre nos projets de développement.
Pour souscrire, il vous suffit :
- soit de nous adresser un chèque à l'ordre de la NAR ;
- soit de procéder à un virement direct sur le compte de la NAR auprès de la Banque postale **(IBAN : FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC : PSSTFRPPPAR.**
en précisant « pour la souscription »

Vous avez également la possibilité de faire un **don défiscalisé** au journal au titre de l'année 2026. Souscrit par le biais de l'Association Presse et Pluralisme, un tel don vous permet de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Il suffit de vous connecter sur le lien suivant : https://dons.presseetpluralisme.fr/site/pp/Royaliste/fr/don/index.html

Éditorial

D.R.



Par Bertrand Renouvin

Vivre dans la fiction

À l'imitation des campagnes électorales américaines, les élites politiques avaient produit, au début du siècle, des récits fictifs dans lesquels le candidat est le héros de sa propre histoire. Une histoire embellie par des scénaristes et des communicants. Une historiette individuelle maquillée en destin, et non plus l'incarnation d'un projet collectif capable de mobiliser un électorat. Déjà, les partis du bloc oligarchique fonctionnaient comme des totalités vides évoluant au fil de sondages douteux dans les jeux de miroirs médiatiques. Plus ou moins honnêtes, les capitaux investis dans l'opération donnaient à celle-ci son semblant de réalité.

Nous venons d'entrer dans une nouvelle phase, celle où les hommes et les femmes de l'élite au pouvoir ne jouent plus un rôle mais sont devenus leur propre fiction. La fiction fantomale de François Hollande et la fiction jeuniste de Gabriel Attal sont trop visibles pour qu'il soit besoin d'insister. Tous, de Ségolène Royal à Édouard Philippe et Bruno Retailleau, lancent des formules dans le débat public comme s'ils étaient certains de disposer dans quelques mois de la toute-puissance présidentielle. C'est faire semblant d'ignorer que le nouvel élu sera confronté à un Premier ministre plus ou moins inamical, issu d'une majorité composée de bric et de broc.

Cette volonté de puissance est d'autant plus aberrante que nous voyons la gouvernance oligarchique patauger depuis des années dans le marécage des décisions sans effets et des embarras bureaucratiques dont les citoyens font les frais. On annonce des enquêtes et on lance des initiatives qu'un personnel trop rare est incapable de réaliser. On inonde le pays de discours sur le « régalien » alors qu'on a perdu les moyens monétaires, commerciaux, industriels et budgétaires de la souveraineté. On se gorge de références aux « valeurs », on fait la morale aux voyous, mais un ancien Président est passé par la prison, un ancien garde des Sceaux se trouve devant les tribunaux et une future présidente (si l'on en croit les sondages) est menacée du bracelet électronique.

Notre classe dirigeante n'a pas le monopole de la fiction. L'Union européenne, qui oppose fièrement ses « valeurs » à l'autocratie russe, offre une belle collection d'organes non démocratiques, depuis son Parlement qui ne vote pas la loi à la Commission européenne qui viole le principe de séparation des pouvoirs. N'oublions pas cette Banque centrale qui agit hors de tout contrôle politique et l'invraisemblable enchevêtrement de structures bureaucratiques doublées de micro-organismes parasitaires.

Les fictions européistes se déploient derrière une montagne de textes abscons. Il est plus facile de saisir la fiction néolibérale, sur laquelle l'Union européenne prend appui et que la Commission continue de défendre malgré de cinglants démentis. Les théories iréniques sur les prix et les échanges sur le marché mondialisé et dans le Marché unique européen se sont dissoutes dans les mouvements violents de l'histoire provoqués par les décisions d'États qui se moquent des prétendues lois de la libre-concurrence dès lors qu'elles contredisent leurs objectifs politiques.

L'Union européenne, qui a cru qu'elle faisait partie d'un « Occident » introuvable, voit disparaître le mythique parapluie américain sans pouvoir s'inscrire dans le cours nouveau des relations internationales. Face à la Russie, elle cultive un bellicisme d'atmosphère destiné à redonner à l'Europe des Traités l'unité qu'elle n'avait même pas à l'époque de la Guerre froide, puisque la France ne s'inscrivait pas dans la logique des blocs. À Bruxelles, à Berlin, à Paris, on ne voit pas que l'alarmisme finit par provoquer l'indifférence de la population ou une sourde inquiétude suscitée par l'incapacité militaire et diplomatique des fiers-à-bras face à la brutale détermination russe, à la froide stratégie chinoise et aux pulsions trumpiennes.

Par temps calme, une classe dirigeante devenue à elle-même sa propre fiction peut survivre dans l'impuissance bavarde et laisser le pays s'enfoncer doucement. Nous avons connu, à partir des années quatre-vingt-dix, ces moments de détente où les dirigeants se sont déchargés sur « l'Europe » des décisions capitales et se sont félicités de la désindustrialisation et du désarmement, en abandonnant les Français aux joies du Marché… concrétisées par la sacro-sainte austérité. Aujourd'hui menacée d'éviction par un populisme qu'elle a engendré, la classe dirigeante nous laisse sans défense au point de convergence des multiples crises géopolitique, économique, sociale, technologique, écologique qui affectent ou bouleversent notre société.

Dans une telle conjoncture, une révolution est nécessaire pour remplacer l'élite déchue, balayer son idéologie et retrouver un élan gaullien. Or le Rassemblement national propose de réaliser une fiction identitaire qui masque de plus en plus difficilement son désir d'intégration à l'ordre injuste des choses. Mais il n'est pas dit que ce parti, qui ne fait rien pour comprendre et anticiper les mutations en cours, ne sera pas rapidement emporté par le cours tumultueux des événements. ■

Sommaire

Pages 2 à 4 : La Politique
La vie hors de prix. – La menace des fonds rapaces. – Sur le mur de Jean Chouan. – Enquête sur l'ultragauche.

Pages 5 à 7 : La Nation française
Ambition démesurée de la « loi intégrale ». – Renseignement : vers la souveraineté numérique. – Chronique agricole : Un salon de l'élevage morose. – La Quinzaine en France.

Pages 8 à 10 : Les Chemins du monde
Les sorties de Xi. – Une crise allemande et européenne. – Les mots qui piègent Ed Miliband. – Les Faits marquants.

Page 11 : Actualités - Événements
Mercredis de la NAR.



Pages 12 et 13 : Synthèse
Dérèglement climatique : les adaptations à mettre en œuvre.

Pages 14 à 17 : Les Idées et les Livres
J'suis dev'nu écolo, c'est la faute à Batho. – De l'immigration en France. – Pour une autogestion générale. – Fin de la culture française ?

Pages 18 à 20 : Les Lettres et les Formes
La Champagne au temps des comtes. – L'homme qui ne voulait pas être Dieu. – Catherine Ringer, sincère et populaire. – Les expositions.

Pages 21 à 23 : La Voie royale
La diplomatie des deux plus petits États. – Le Yémen royaliste. – La Maison de France. – Événements.

Page 24 : Éditorial
Vivre dans la fiction.